



**Aktivitäten und Erfolge 2020**  
**Activités et succès 2020**

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:

[www.muellerluetolf.ch](http://www.muellerluetolf.ch)

Fotos/photos:

Travail.Suisse (S./p. 1, 14, 15, 18, 24, 34), zvg (S./p. 7, 10),

setrunners.ch/Fabian Lütolf (S./p. 10-13, 16, 20, 21, 38),

Béatrice Devène (S./p. 30), Adobe Stock (S./p. 31),

Andrea Söldi (S./p. 43), zVg Brücke • Le Pont (S./p. 44, 45)

## Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de migration	14
Politique de l'égalité	16
Politique sociale	18
Politique environnementale et énergétique	22
Politique extérieure	24
Politique financière et fiscale et service public	26
Politique de la formation	28
Activité parlementaire	30
Votations fédérales	34
Communication	36
Jeunesse.Suisse	40
Institut de formation ARC	40
Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	46
Effectif des membres des organisations affiliées	48
Adresses	50

## Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Migrationspolitik	15
Gleichstellungspolitik	17
Sozialpolitik	19
Energie- und Umweltpolitik	23
Aussenpolitik	25
Finanz- und Steuerpolitik und Service public	27
Bildungspolitik	29
Parlamentsarbeit	31
Eidg. Volksabstimmungen	35
Kommunikation	37
Jeunesse.Suisse	41
Bildungsinstitut ARC	41
Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	47
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	49
Adressen	51

## A notre sujet

**Travail.Suisse est l'organisation faitière indépendante qui regroupe environ 150000 salarié-e-s en Suisse.**

**Travail.Suisse représente les intérêts de ses membres dans la politique et l'économie.** Son objectif premier est de créer les conditions qui garantissent

aux salarié-e-s de bonnes conditions de travail, une formation et formation continue solides et une sécurité sociale fiable.

**Travail.Suisse est particulièrement actif dans les domaines du marché du travail,** de la politique sociale et des assurances sociales, de la formation et de la formation continue, de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, de la politique financière et fiscale, ainsi que de la politique énergétique et environnementale.

**Travail.Suisse agit de manière autonome, indépendamment de tout parti politique.** Travail.Suisse entretient des relations étroites avec le gouvernement et les autorités, le parlement et les partis politiques, ainsi qu'avec les associations professionnelles.

**Travail.Suisse s'engage en faveur du partenariat social.** Un partenariat efficace entre les salarié-e-s et les employeurs est une condition préalable essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue plutôt que la confrontation est la devise de Travail.Suisse.

**Travail.Suisse aborde très tôt les thèmes qui concernent les salarié-e-s et les traite à tous les stades du processus politique.** Pour ce faire, l'organisation s'appuie sur un échange de vues intensif avec ses fédérations membres.

**Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et prend position sur toutes les modifications de la législation qui concernent les salarié-e-s dans le cadre de la procédure de consultation.** Travail.Suisse renforce cette tâche par un travail de relations publiques conséquent.

**Travail.Suisse est capable de lancer des initiatives et des référendums.** Cela signifie que l'organisation dispose d'instruments d'action qui ne peuvent être ignorés.

**Travail.Suisse compte les organisations suivantes comme membres:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Fédération des Associations de Professeure-s des Hautes écoles spécialisées suisses HES-CH, Fédération des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Employés Drogistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS.

## In eigener Sache

**Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft.** Oberstes Ziel ist die Schaffung der Voraussetzungen, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

**Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt,** Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, und Energie- und Umweltpolitik.

**Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet.** Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

**Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft.** Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

**Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit.** Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

**Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung.** Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

**Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig.** Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

**Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150000 Arbeitnehmenden in der Schweiz**

**Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

## 2020 – L'année du coronavirus mais aussi du congé paternité!

L'année écoulée ne laissera pas un bon souvenir pour beaucoup d'entre nous. Le coronavirus a bouleversé nos vies. Les décès, la longue évolution de la maladie, l'incertitude des tests et les difficultés économiques telles que la perte de salaire ou même la perte d'emploi – ont beaucoup coûté aux salarié-e-s et à leurs familles.

### Travail.Suisse aussi fortement sollicité par la crise du coronavirus

Le mot «coronavirus» apparaît régulièrement dans ce rapport annuel. La gestion de la crise a également été un défi pour Travail.Suisse. D'une part en interne, où les réunions se sont déroulées à distance (mot-clé: vidéoconférence), mais où une coopération plus étroite avec les organisations membres est nécessaire. D'autre part, en tant qu'organisation faîtière nationale des partenaires sociaux, qui représente les intérêts des salarié-e-s en contact permanent avec le Conseil fédéral et l'administration fédérale.

### Les organisations faîtières des partenaires sociaux fortement intégrées dans la gestion de la crise

La crise du coronavirus n'est pas encore terminée. Cependant, il est devenu évident que, surtout dans la situation de crise, avoir une représentation bien établie auprès de la Berne fédérale est cruciale. Les organisations faîtières des partenaires sociaux sont devenues des interlocutrices encore plus importantes pour le Conseil fédéral pendant la crise. Nous avons élaboré des solutions réalisables lors d'innombrables réunions tenues surtout par téléphone et vidéoconférence. Grâce à l'extension

du chômage partiel et à l'allocation pour perte de gain coronavirus, il a été possible d'introduire des instruments importants pour maintenir le pouvoir d'achat et les revenus des salarié-e-s. L'objectif premier est toujours de préserver les emplois à long terme. Avec les nouvelles possibilités de tests et de vaccinations, la lumière est enfin au bout du long tunnel.

### Un important jalon obtenu avec le congé paternité

Pour Travail.Suisse, cependant, 2020 a également été une année réussie, car le 27 septembre, après de longues discussions, l'électorat suisse a voté en faveur d'un congé paternité de deux semaines. Travail.Suisse s'est battu pour cela depuis plus de dix ans, en avançant des propositions, en faisant pression par le biais d'une initiative populaire et en organisant la campagne nationale de votation en 2020. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, nos années d'engagement ont permis à chaque père de famille en Suisse de bénéficier de dix jours de congé, dont il peut profiter pour bien démarrer sa vie de famille. Il s'agit d'une contribution modeste mais très importante au renforcement des familles. Cependant, le travail pour une meilleure conciliation de la vie professionnelle et familiale est loin d'être terminé: Travail.Suisse continuera à lancer des projets qui favorisent cette conciliation. Un jalon important a été franchi avec l'introduction du congé paternité. Je suis fier que Travail.Suisse ait joué le premier rôle dans ce domaine. Mais nous n'y sommes parvenus que grâce à une large alliance et à une grande communauté de la société civile. Je voudrais profiter

de cette occasion pour remercier toutes les organisations partenaires et toutes les personnes qui ont joué leur rôle menant à notre succès.

### La stratégie 2021-2024 définit un travail qui ait de l'avenir

En 2020, Travail.Suisse a poursuivi son recentrage stratégique. Lors de sa retraite au début de 2021, le Comité a approuvé les domaines, incluant les buts et les mesures correspondantes, élaborés par le groupe de travail sur la stratégie. Il en résulte une focalisation sur quatre points centraux, tirés du document du congrès «Pour du travail ayant de l'avenir»: Travail.Suisse met l'accent sur le bon travail, la sécurité sociale, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée et la formation. Les bases et la voie à suivre pour les années à venir sont ainsi définies.

### Ensemble, on parvient à obtenir beaucoup

Ce rapport annuel démontre de manière impressionnante l'engagement fourni au cours de l'année écoulée. En cette année difficile, Travail.Suisse, avec ses fédérations membres, a travaillé plus dur que jamais pour les salarié-e-s. Tous et toutes ont fait preuve de grande flexibilité et de beaucoup d'engagement. Je tiens à remercier les collaborateurs et collaboratrices ainsi que les membres du comité pour leur travail au cours de l'année écoulée. Ensemble, nous réalisons encore beaucoup de choses – je me réjouis de nouvelles actions pour un travail ayant de l'avenir!

Adrian Wüthrich, président de Travail Suisse / ancien conseiller national

## 2020 – das Corona-Jahr, aber auch das Vaterschaftsurlaubs-Jahr!



Das vergangene Jahr wird vielen von uns nicht in guter Erinnerung bleiben. Das Coronavirus hat unser Leben auf den Kopf gestellt. Die Todesfälle, die langen Krankheitsverläufe, die Unsicherheit beim Testen gepaart mit den wirtschaftlichen Schwierigkeiten wie Lohneinbussen oder

gar der Verlust des Arbeitsplatzes – sie haben den Arbeitnehmenden und ihren Familien viel abverlangt.

### **Corona hat auch Travail.Suisse gefordert**

Das Wort Corona wird in diesem Jahresbericht ein paar Mal erwähnt. Die Bewältigung der Krise hat auch Travail.Suisse gefordert. Einerseits intern, wo Sitzungen zwar mit grösserer Distanz (Stichwort: Videokonferenz) durchgeführt wurden, aber eine engere Zusammenarbeit mit den Mitgliedsorganisationen nötig war. Andererseits als nationale Sozialpartner-Dachorganisation, die im ständigen Kontakt mit Bundesrat und Bundesverwaltung die Interessen der Arbeitnehmenden vertritt.

### **Sozialpartner-Dachorganisationen in Krise stark eingebunden**

Corona ist noch nicht ausgestanden. Es hat sich aber gezeigt, dass gerade in der Krisensituation eine etablierte Vertretung in Bundesbern zentral ist.

Die Sozialpartner-Dachorganisationen sind für den Bundesrat in der Krise zu noch wichtigeren Diskussionspartnern geworden. An unzähligen Sitzungen und vor allem Telefon- und Videokonferenzen haben wir tragfähige Lösungen erarbeitet. Mit der erweiterten Kurzarbeit und der EO-Corona konnten wichtige Instrumente für den Erhalt von Kaufkraft und Einkommen der Arbeitnehmenden eingeführt werden. Vorrangiges Ziel ist immer der langfristige Erhalt der Arbeitsplätze. Mit neuen Testmöglichkeiten und den Impfungen gibt es endlich Licht am Ende des langen Tunnels.

### **Mit dem Vaterschaftsurlaub ein wichtiger Meilenstein erreicht**

Für Travail.Suisse war 2020 aber auch ein erfolgreiches Jahr. Erfolgreich deshalb, weil das Schweizer Stimmvolk am 27. September nach langen Diskussionen in der Abstimmung Ja zu zwei Wochen Vaterschaftsurlaub gesagt hat. Travail.Suisse hat über zehn Jahre dafür gekämpft, Vorschläge eingebracht, über eine Volksinitiative Druck erzeugt und 2020 die nationale Abstimmungskampagne organisiert. Unser jahrelanges Engagement bringt seit dem 1. Januar 2021 jedem Vater in der Schweiz zehn freie Arbeitstage, die er für einen guten Start ins Familienleben beziehen kann. Es ist ein kleiner, aber sehr wichtiger Beitrag zur Stärkung der Familien. Die Arbeit für eine bessere Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Familie ist aber noch längst nicht getan: Travail.Suisse wird weiterhin Projekte lancieren, welche diese Vereinbarkeit vorantreibt. Mit der Einführung des Vaterschaftsurlaubs ist ein wichtiger Meilenstein erreicht worden. Ich bin stolz, dass Travail.Suisse dabei federführend war. Doch geschafft haben wir es

nur dank einer breiten Allianz und einer grossen zivilgesellschaftlichen Community. An dieser Stelle danke ich allen Partnerorganisationen und allen Einzelpersonen, die ihren Teil zum Erfolg beigetragen haben.

### **Strategie 2021-2024 für Arbeit mit Zukunft definiert**

2020 wurde die strategische Schärfung von Travail.Suisse weitergeführt. Der Vorstand hat an seiner Klausur Anfang 2021 die von der Arbeitsgruppe Strategie erarbeiteten Themen mit Zielen und Massnahmen genehmigt. Vier zentrale Schwerpunkte wurden aus dem Kongresspapier «Für Arbeit mit Zukunft» abgeleitet: Travail.Suisse setzt sich schwerpunktmässig ein für gute Arbeit, soziale Sicherheit, die Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Privatleben und für Bildung. Damit sind Fundament und Wegweiser für die kommenden Jahre gesetzt.

### **Gemeinsam werden wir viel erreichen**

Der vorliegende Jahresbericht zeigt das Engagement im vergangenen Jahr eindrücklich auf. Travail.Suisse hat sich in diesem schwierigen Jahr zusammen mit den Mitgliedsorganisationen stärker denn je für die Arbeitnehmenden eingesetzt. Die Flexibilität und der Einsatz aller waren gross. Ich danke den Mitarbeitenden und den Vorstandsmitgliedern für ihre Arbeit im vergangenen Jahr. Gemeinsam werden wir noch viel erreichen – ich freue mich auf neue Taten für Arbeit mit Zukunft!

Adrian Wüthrich,  
Präsident Travail.Suisse/alt Nationalrat

## Le défi de la crise du coronavirus

### Assemblée des délégué-e-s marquée par la crise du coronavirus et les élections

La crise du coronavirus et les restrictions de réunions imposées par le Conseil fédéral dans ce contexte ont rendu impossible la tenue de l'Assemblée des délégué-e-s au printemps. En automne, il a été à nouveau possible de tenir des réunions, de sorte que les délégué-e-s ont pu se réunir physiquement à Berne le 11 septembre 2020. La crise du coronavirus a naturellement aussi dominé le débat lors de l'Assemblée des délégué-e-s: Boris Zürcher, chef de la direction du travail du Seco, a montré quelles traces la crise avait laissé sur le marché du travail et quels effets elle allait probablement continuer à avoir dans les mois à venir. Il a rappelé qu'à la mi-mars, le Conseil fédéral avait décidé d'appliquer le droit d'urgence avec la fermeture des magasins, des restaurants, des bars, des établissements de divertissement et de loisirs et également des écoles. Afin d'amortir les conséquences économiques de la crise du coronavirus, on a étendu le droit à l'indemnité de chômage partiel et prolongé la durée d'octroi des indemnités journalières. L'extension du droit aux indemnités journalières de chômage a permis d'éviter qu'environ 15 000 personnes n'arrivent en fin de droits, a souligné Boris Zürcher aux délégué-e-s. Et grâce à l'instrument de l'indemnisation du chômage partiel, on a réussi à maintenir les emplois et les revenus.

Dans sa co-présentation, Gabriel Fischer, responsable de la politique économique à Travail.Suisse, a convenu avec Boris Zürcher que l'instrument d'indemnisation du chômage partiel était et reste d'une grande

importance dans cette crise. Cependant, il ne faut pas oublier que le chômage partiel entraîne une perte de revenus de 20 % pour les personnes concernées, ce qui est particulièrement dur pour les revenus les plus faibles. Dans ce contexte, les délégué-e-s ont adopté une résolution dans laquelle ils ont demandé aux autorités et au monde politique d'augmenter de 80 à 100 % du salaire l'indemnité de chômage partiel pour les bas revenus.

En vue des votations fédérales du 27 septembre 2020, les délégué-e-s ont également réaffirmé leur opposition à l'initiative de limitation et leur soutien au congé de paternité. Ils ont adopté clairement deux résolutions sur ces sujets.

### La conseillère nationale Léonore Porchet et Arno Kerst nouveaux membres de la vice-présidence

Diverses questions électorales étaient également à l'ordre du jour de l'Assemblée des délégué-e-s 2020. Il s'agissait d'élire non seulement les membres du Comité, mais aussi les membres de la vice-présidence. Le précédent vice-président, l'ancien conseiller national Jacques-André Maire, avait déjà annoncé sa démission dès le moment où il était clair pour lui qu'il ne se représenterait pas aux élections du Conseil national en 2019. Lui succède la conseillère nationale Léonore Porchet (Les Verts, /VD). On a également repourvu la représentation des fédérations au sein de la vice-présidence. Les statuts prévoient un principe de rotation à cet égard. Arno Kerst (Syna) a été désigné par le Comité pour succéder à Carole Furrer (SCIV). Léonore Porchet et Arno Kerst ont été élus à l'unanimité

à la vice-présidence par les délégué-e-s sous de vifs applaudissements.

### Réunions du Comité en ligne

En raison de la crise du coronavirus, le programme des réunions du comité de Travail.

Suisse a également subi quelques changements. Les réunions de mars et d'avril ont dû être annulées. La réunion de mai s'est déroulée en ligne, et en juin, le comité s'est à nouveau réuni physiquement dans la salle de réunion de Syna à Olten. Après la forte augmentation du nombre de cas d'infection, le Comité a été contraint de tenir ses réunions par vidéoconférence à nouveau à partir d'octobre. Bien sûr, la crise a également été un sujet de débat constant au sein du Comité. Mais il y avait aussi beaucoup à dire sur la campagne en vue des votations sur le congé paternité et l'initiative de limitation. En outre, de nombreux autres sujets importants ont été abordés, tels que l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'UE, la réforme et le financement de l'AVS, la réforme de la LPP et la prestation transitoire pour les salarié-e-s âgé-e-s arrivés en fin de droits. Le Comité a également adopté les recommandations de votes sur les objets des votations fédérales.

En février, le Comité s'est réuni pour sa retraite annuelle. Elle a eu lieu à l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève, qui a célébré son centenaire en 2019. Lors de cette retraite, le Comité a adopté la vision et la mission de Travail.Suisse élaborées dans le cadre du processus stratégique et a été informé des travaux en cours et de la suite de la procédure du groupe de travail «Stratégie».



## Herausforderung Coronakrise

### Delegiertenversammlung im Zeichen der Corona- krise und der Wahlen

Die Coronakrise und die vom Bundesrat in diesem Zusammenhang verordneten

Versammlungsbeschränkungen verunmöglichten die Durchführung der Delegiertenversammlung im Frühling. Im Herbst waren Versammlungen wieder möglich, so dass sich die Delegierten am 11. September 2020 in Bern physisch treffen konnten. Die Coronakrise dominierte natürlich auch die Debatte an der DV: Boris Zürcher, Leiter der Direktion für Arbeit beim Seco, zeigte auf, welche Spuren die Krise auf dem Arbeitsmarkt hinterlassen hat und welche Auswirkungen sie auch in den nächsten Monaten noch entfalten dürfte. Er erinnerte daran, dass der Bundesrat Mitte März die ausserordentliche Lage ausgerufen und entschieden hatte, Läden, Restaurants, Bars sowie Unterhaltungs- und Freizeitbetriebe zu schliessen und auch den Schulbetrieb einzustellen. Zur Abfederung der wirtschaftlichen Folgen der Coronakrise wurden die Ansprüche auf Kurzarbeitsentschädigung ausgeweitet und der Taggeldbezug verlängert. Mit der Ausdehnung des Anspruchs auf Arbeitslosentagelder seien rund 15 000 Aussteuerungen verhindert worden, unterstrich Zürcher vor den Delegierten. Und dank dem Instrument der Kurzarbeitsentschädigung konnten Beschäftigung und Einkommen erfolgreich erhalten werden.

In seinem Co-Referat pflichtete Gabriel Fischer, Leiter Wirtschaftspolitik bei Travail.Suisse, Boris Zürcher bei, dass das Instrument der Kurzarbeitsentschädigung in dieser Krise von grosser Bedeutung war und ist. Es dürfe aber nicht vergessen werden,

dass die Kurzarbeit für die Betroffenen zu einer Einkommenseinbusse von 20 Prozent führe. Das sei gerade für tiefere Einkommen sehr einschneidend. Die Delegierten verabschiedeten in diesem Zusammenhang eine Resolution, mit der sie die Behörden und Politik aufforderten, die Kurzarbeitsentschädigung für tiefere Einkommen von 80 auf 100 Prozent zu erhöhen.

Im Hinblick auf die Abstimmungen vom 27. September 2020 bekräftigten die Delegierten zudem ihre Ablehnung gegenüber der Begrenzungsinitiative und ihre Zustimmung zum Vaterschaftsurlaub. Zwei entsprechende Resolutionen wurden klar angenommen.

### Nationalrätin Léonore Porchet und Arno Kerst neu im Vizepräsidium

An der Delegiertenversammlung 2020 standen zudem verschiedene Wahlgeschäfte an.

Es galt die Mitglieder des Vorstandes zu wählen, aber auch die Mitglieder des Vizepräsidiums. Der bisherige Vizepräsident, alt Nationalrat Jacques-André Maire, hatte seinen Rücktritt bereits im Moment angekündigt, als für ihn klar war, dass er 2019 nicht mehr zu den Nationalratswahlen antreten würde. Als seine Nachfolgerin konnte Nationalrätin Léonore Porchet (Gründe/VD) gewonnen werden. Ebenfalls neu besetzt werden musste die Vertretung der Verbände im Vizepräsidium. Die Statuten sehen diesbezüglich ein Rotationsprinzip vor. Als Nachfolger von Carole Furrer (SCIV) wurde Arno Kerst (Syna) vom Vorstand nominiert. Léonore Porchet und Arno Kerst wurden von den Delegierten einstimmig und unter grossen Applaus ins Vizepräsidium gewählt.

### Virtuelle Vorstandssitzungen

Aufgrund der Coronakrise erfuhr auch

das Sitzungsprogramm des Vorstandes von Travail.Suisse einige Änderungen. Die Sitzungen vom März und April mussten abgesagt werden. Die Mai-Sitzung fand virtuell statt, im Juni versammelte sich der Vorstand dann wieder physisch im Sitzungszimmer der Syna in Olten. Nachdem die Infektionszahlen wieder stark angestiegen waren, sah sich der Vorstand gezwungen, seine Sitzungen ab Oktober wieder per Videokonferenz durchzuführen. Selbstverständlich war die Krise auch Dauerthema der Debatten im Vorstand. Es gab aber auch viel zu bereden im Zusammenhang mit der Kampagne im Hinblick auf die Abstimmungen zum Vaterschaftsurlaub und zur Begrenzungsinitiative. Dazu kamen viele andere wichtige Themen, wie z.B. das institutionelle Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und der EU, die Reform und die Finanzierung der AHV, die BVG-Reform oder die Überbrückungsrente für ältere, ausgesteuerte Arbeitnehmende. Der Vorstand fasste zudem die Parolen zu den Vorlagen, die auf eidgenössischer Ebene zur Abstimmung kamen.

Im Februar versammelte sich der Vorstand zu seiner jährlichen Klausursitzung. Diese fand bei der Internationalen Arbeitsorganisation in Genf statt, die 2019 ihr 100jähriges Bestehen feiern konnte. Anlässlich dieser Klausursitzung verabschiedete der Vorstand die im Rahmen des Strategieprozesses erarbeitete Vision und Mission von Travail.Suisse und liess sich über die laufenden Arbeiten und das weitere Vorgehen der Arbeitsgruppe «Strategie» informieren.

Les membres suivants ont siégé au Comité de Travail.Suisse en 2020: Adrian Wüthrich (Président), le conseiller national Jacques-André Maire (Vice-président, jusqu'en septembre 2020), Léonore Porchet (Vice-présidente, à partir de septembre 2020), Carole Furrer (Vice-présidente jusqu'en septembre 2020, SCIV), Arno Kerst (Vice-président à partir de septembre 2020, Syna), Diego Frieden (jusqu'en septembre 2020), Carlo Mathieu, Véronique Rebetez, Mathias Regotz (à partir de septembre 2020), Selina Tribbia (jusqu'en novembre 2020) (tous Syna); Xavier Daniel, Renato Ricciardi (tous deux OCST); Markus Eugster (jusqu'en septembre 2020), Esther Lüscher, Urs Masshardt (tous Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer, Matthias Humbel (tous deux transfair); Bernard Tissières (SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Franz Baumberger (HES-CH); Adrian Reusser (FPE), Paul Rutz (associations régionales); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (Commission des retraité-e-s). Franziska Theiler, directrice de l'œuvre d'entraide Brücke • Le pont, a également été invitée à

chacune des réunions du Comité (sans droit de vote). En 2020, 7 réunions du Comité ont eu lieu.

### Changement au bureau exécutif

Le bureau exécutif a connu deux changements importants en 2020. Hélène Agbémégnah a quitté Travail.

Suisse en avril, tandis qu'Erich Tschirky est resté jusqu'à l'Assemblée des délégué-e-s en septembre. Actuellement, le bureau exécutif est composé comme suit: Adrian Wüthrich (président et directeur), Valérie Borioli Sandoz (responsable de la politique d'égalité), Gabriel Fischer (responsable de la politique économique), Linda Rosenkranz (responsable de la communication), Therese Schmid (responsable de l'administration), Denis Torche (responsable de la politique énergétique et environnementale, de la politique fiscale et financière, de la politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable de la politique de la formation). Therese Schmid et Bruno Weber-Gobet prendront leur retraite en 2021. Les informations sur

les activités développées par Travail.Suisse, sous la conduite des responsables des différents dossiers, se trouvent dans les pages suivantes de ce rapport.

Sur le plan administratif, le bureau exécutif a bénéficié du soutien d'Analena Kettner et de Chantal Gagnebin. Analena Kettner succède à Maja Tanner, qui a accepté un nouveau défi professionnel au début du mois de mars 2020. Chantal Gagnebin prendra sa retraite en 2021. Lisa Schädel est un nouveau membre de l'équipe depuis février 2021. Elle renforce la communication.

Selina Suter a effectué un stage au bureau de Travail.Suisse en 2020. Dans le cadre de ce stage, elle a œuvré principalement à la création de la plateforme d'égalité salariale «RESPECT8-3.ch» et à la campagne de votation pour le congé de paternité.



*Adrian Wüthrich, président*

*Adrian Wüthrich, Präsident*



*Gabriel Fischer,  
responsable politique  
économique*

*Gabriel Fischer,  
Leiter Wirtschaftspolitik*



*Thomas Bauer,  
responsable politique sociale*

*Thomas Bauer,  
Leiter Sozialpolitik*

Folgende Mitglieder wirkten 2020 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Adrian Wüthrich (Präsident), Nationalrat Jacques-André Maire (Vizepräsident, bis September 2020), Léonore Porchet (Vizepräsidentin, ab September 2020), Carole Furrer (Vizepräsidentin bis September 2020, SCIV), Arno Kerst (Vizepräsident ab September 2020, Syna), Diego Frieden (bis September 2020), Carlo Mathieu, Véronique Rebetez, Mathias Regotz (ab September 2020), Selina Tribbia (bis November 2020) (alle Syna); Xavier Daniel, Renato Ricciardi (beide OCST); Markus Eugster (bis September 2020), Esther Lüscher, Urs Masshardt (alle Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer, Matthias Humbel (beide transfair); Bernard Tissières (SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Franz Baumberger (FH-CH); Adrian Reusser (VPE), Paul Rutz (regionale Vereinigungen); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (Rentnerkommission). An die Zusammenkünfte des Vorstands wurde jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke • Le pont, eingeladen (ohne Stimmrecht). 2020 fanden 7 Vorstandssitzungen statt.

### Änderung in der Geschäftsleitung

Die Geschäftsleitung erfuhr 2020 zwei wichtige Änderungen. Hélène Agbémégnah hat Travail.Suisse im April verlassen, Erich Tschirky war bis zur Delegiertenversammlung im September dabei. Aktuell setzt sich die Geschäftsleitung wie folgt zusammen: Adrian Wüthrich (Präsident und Geschäftsleiter), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik). Therese Schmid und Bruno Weber-Gobet werden 2021 altershalber ausscheiden. Informationen zu den Aktivitäten, welche Travail.Suisse unter der Leitung der einzelnen Dossierverantwortlichen entwickelt hat, finden Sie auf den folgenden Seiten dieses Berichts.

Administrativ wird die Geschäftsleitung von Analena Kettner und Chantal Gagnebin unterstützt.

Analena Kettner ist die Nachfolgerin von Maja Tanner, die Anfang März 2020 eine neue berufliche Herausforderung angenommen hat. Chantal Gagnebin wird 2021 pensioniert. Seit Februar 2021 neu im Team ist Lisa Schädel. Sie verstärkt die Kommunikation.

Selina Suter absolvierte 2020 ein Praktikum auf der Geschäftsstelle von Travail.Suisse. Sie engagierte sich im Rahmen dieses Praktikums massgeblich für die Erstellung der Lohngleichheitsplattform «RESPECT8-3.ch» sowie für die Abstimmungskampagne für den Vaterschaftsurlaub.



*Valérie Borioli Sandoz,  
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,  
responsable politique d'égalité*



*Bruno Weber-Gobet,  
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber-Gobet,  
responsable politique  
de formation*



*Therese Schmid,  
Leiterin Administration*

*Therese Schmid,  
responsable administration*



Linda Rosenkranz,  
responsable de la  
communication

Linda Rosenkranz,  
Leiterin Kommunikation



Denis Torche,  
responsable politique  
extérieure, politique financière  
et fiscale et politique environ-  
nementale

Denis Torche, Leiter Umwelt-,  
Steuer- und Aussenpolitik



Hélène Agbémégna,  
responsable politique de mig-  
ration et questions juridiques

Hélène Agbémégna,  
Leiterin Migrationspolitik und  
Rechtsfragen

Economie et marché du travail

## Télétravail : une arme à double tranchant

La crise du coronavirus a marqué l'évolution économique et le marché du travail. Dès le début de la situation extraordinaire et du confinement du 16 mars, il devint clair que 2020 allait être une année comme jamais vue jusqu'ici. Grâce à l'ampleur sans précédent du chômage partiel – à son apogée, environ un salarié sur trois en Suisse était concerné – on a pu éviter une explosion des chiffres du chômage. Mais il y avait encore plus de 40 000 chômeurs de plus en 2021 qu'un an auparavant. La sauvegarde des revenus et des emplois est restée la question principale tout au long de l'année. On a franchi d'importantes étapes avec l'extension de la protection des revenus par le biais du chômage partiel pour les apprenti-e-s, les travailleurs et travailleuses temporaires ou sur appel et avec l'introduction d'une allocation pour perte de gain coronavirus pour les indépendants, les périodes de quarantaine ou dans le cas d'obligations d'entretien. Une enquête spéciale menée

dans le cadre du « Baromètre Conditions de travail » a examiné l'impact de la pandémie de coronavirus sur les conditions de travail. Il est apparu clairement que la charge supplémentaire pendant la pandémie retombe sur les femmes, ou dans les branches à forte proportion de femmes. Et dans le même temps, ce sont plutôt les hommes qui ont tendance à bénéficier des mesures publiques et économiques visant à réduire cette charge. Il est également apparu clairement que le travail à domicile est une arme à double tranchant pour les salarié-e-s. Par exemple, la suppression de la nécessité de se rendre au travail et un cadre plus reposant pour travailler sont vécus positivement, tandis que la perte de contacts sociaux et l'étalement des heures de travail représentent des effets négatifs. En automne, on a présenté pour la sixième fois les autres résultats du « Baromètre Conditions de travail ». Le stress et les charges psychosociales ainsi que la diminution de l'influence

des salarié-e-s sur l'organisation de leur temps de travail continuent d'être évalués négativement. En outre, le soutien à la promotion et l'aide à la formation continue par les employeurs sont également jugés insuffisants.

Les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus ont naturellement aussi influencé les revendications et les résultats en matière de salaires. Il était déjà clair, l'été dernier, que les négociations seraient très difficiles cette année. Néanmoins, Travail.Suisse et les fédérations affiliées ont entamé les négociations salariales de l'automne 2020 avec des revendications salariales différenciées, dans le but d'éviter un gel général des salaires. Outre quelques résultats positifs, il est apparu clairement que les conséquences de la crise sont en grande partie supportées par les salarié-e-s. Les pertes d'emplois et l'arrivée en fin de droits menacent, le chômage partiel entraîne des pertes de revenus, les augmen-

*Erich Tschirky,  
responsable des finances*



*Erich Tschirky,  
Finanzverantwortlicher*

*Chantal Gagnebin,  
Administration*



*Analena Kettner  
Administration*



## Wirtschaft und Arbeitsmarkt

### Homeoffice: Ein zweischneidiges Schwert

Die Coronakrise hat die Entwicklung von Wirtschaft und Arbeitsmarkt geprägt. Spätestens mit der ausserordentlichen Lage und dem Lockdown ab 16. März war klar, dass 2020 zu einem aussergewöhnlichen Jahr werden würde. Dank dem noch nie dagewesenen Ausmass der Kurzarbeit – im Höhepunkt war rund jeder dritte Arbeitnehmende in der Schweiz betroffen – konnte ein explosionsartiges Ansteigen der Arbeitslosenzahlen zwar vermieden werden, dennoch waren während des Jahres über 40 000 Arbeitslose mehr als noch ein Jahr zuvor gemeldet. Die Sicherung von Einkommen und Arbeitsplätzen blieb das grosse Hauptthema während des gesamten Jahres. Die Ausdehnung der Einkommenssicherung durch die Kurzarbeit für Lernende, befristete Beschäftigte oder Arbeitnehmende auf Abruf und die Einführung einer Corona-EO für Selbständige, die Quarantänezeit oder bei Betreuungspflichten waren wichtige Schritte. Mit einer Spezialbefragung im Rahmen des «Barometer

Gute Arbeit» wurde der Einfluss der Coronapandemie auf die Arbeitsbedingungen untersucht. Es zeigte sich dabei deutlich, dass die zusätzliche Belastung während der Pandemie bei den Frauen, resp. in Branchen mit hohen Frauenanteilen anfällt, dass aber gleichzeitig von den staatlichen und wirtschaftlichen Entlastungsmassnahmen eher die Männer profitieren. Weiter wurde deutlich, dass Homeoffice für die Arbeitnehmenden ein zweischneidiges Schwert darstellt. Positiv wird dabei beispielsweise der Wegfall vom Arbeitsweg und mehr Ruhe für die Arbeit erlebt, während der Verlust der sozialen Kontakte und aussernde Arbeitszeiten negative Auswirkungen darstellen. Im Herbst wurden zum sechsten Mal die weiteren Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit» präsentiert. Unverändert negativ werden der Stress und die psychosozialen Belastungen sowie der abnehmende Einfluss der Arbeitnehmer auf die Gestaltung ihrer Arbeitszeiten bewertet. Daneben wird auch die Unterstützung der Förderung

und Unterstützung bei der Weiterbildung durch die Arbeitgeber als ungenügend eingeschätzt.

Die wirtschaftlichen Folgen der Coronapandemie prägten natürlich auch die Lohnforderungen und die Lohnergebnisse. Bereits im Sommer war klar, dass die Verhandlungen dieses Jahr sehr schwierig werden würden. Dennoch stiegen Travail Suisse und die angeschlossenen Verbände mit differenzierten Lohnforderungen in den Lohnherbst 2020, mit dem Ziel flächendeckende Nullrunden zu verhindern. Neben einigen wenigen positiven Ergebnissen wurde aber deutlich, dass die Folgen der Krise zu einem guten Teil auf dem Buckel der Arbeitnehmenden bewältigt werden. Arbeitsplatzverluste und Aussteuerungen drohen, die Kurzarbeit bringt Einkommenseinbussen, Lohnerhöhungen sind Mangelware und den Heldinnen und Helden des Lockdowns aus dem Gesundheits- und Sozialwesen, dem Detailhandel und den übrigen Bereichen

tations de salaire sont rares et les héroïnes et héros pendant le confinement des professions de la santé, du commerce de détail et d'autres secteurs du service public sont applaudis mais on ne leur promet guère d'améliorations des salaires et des conditions de travail.

Le lancement de [www.RESPECT8-3.ch](http://www.RESPECT8-3.ch) a marqué le début d'un projet important. En prévision de l'entrée en vigueur de la loi révisée sur l'égalité, cette plateforme a été présentée avec des représentants de LIDL et de la Poste suisse. L'objectif est avant tout d'accroître la transparence et le rythme pour parvenir à l'égalité des salaires et de renforcer l'impact de la loi qui manque de consistance. Dans un premier temps, les entreprises pionnières en matière d'égalité des salaires peuvent s'inscrire sur une liste blanche, comme l'avaient fait près de 60 entreprises à la fin de l'année. Dans un deuxième temps, il s'agit d'inscrire sur une liste noire les entreprises qui ne prennent pas soin de vérifier l'égalité des salaires.

*Conférence de presse sur le «Baromètre Conditions de travail». Sur la photo: le président Adrian Wüthrich et la vice-présidente Léonore Porchet.*

*Medienkonferenz zum «Barometer Gute Arbeit». Im Bild: Präsident Adrian Wüthrich, Vize-Präsidentin Léonore Porchet.*



## Politique de migration

### L'intégration est le résultat d'un effort commun

En été 2018, Travail.Suisse a mis sur pied un groupe de travail tripartite avec des représentant-e-s des syndicats, des employeurs et des cantons dans le but de produire un guide de bonnes pratiques pour l'intégration en entreprise. Ce guide a été achevé au printemps 2020 sous la direction d'Hélène Agbémgnah et publié en juin. Dans son avant-propos, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, cheffe du

Département fédéral de justice et police, a souligné que l'immigration, qui a toujours contribué de manière significative à la prospérité économique de la Suisse, deviendra encore plus indispensable au fonctionnement des entreprises dans les années à venir. L'intégration des immigrant-e-s est donc d'une grande importance. Cependant, l'intégration ne peut être décrétée. «C'est le résultat d'un effort commun»,

déclare la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. «Chacun est appelé à travailler activement à la réalisation de cet objectif». Le guide vise à promouvoir des solutions appropriées et montre quelles mesures ont déjà fait leurs preuves en termes d'intégration dans les entreprises.

des Service Public wird zwar Applaus gespendet aber kaum Verbesserungen der Löhne und Arbeitsbedingungen in Aussicht gestellt.

Mit der Lancierung von [www.RESPECT8-3.ch](http://www.RESPECT8-3.ch) konnte ein wichtiges Projekt gestartet werden. Auf das Inkrafttreten des revidierten Gleichstellungsgesetzes hin wurde gemeinsam mit Vertretern von LIDL und der schweizerischen Post diese Plattform vorgestellt. Das Ziel ist in erster Linie die Transparenz und das Tempo bei der Erreichung der Lohngleichheit zu erhöhen und die Wirkung des zahnlosen Gesetzes zu verstärken. In einem ersten Schritt können sich Vorreiterunternehmen der Lohngleichheit auf einer weissen Liste registrieren – wie dies bis Ende Jahr fast 60 Unternehmen getan haben. In einem zweiten Schritt sollen Unternehmen, die sich nicht um die Kontrolle der Lohngleichheit kümmern auf einer schwarzen Liste gemeldet werden können.

*Medienkonferenz zur Lancierung von RESPECT8-3 in Zusammenarbeit mit Syna und transfair.*

*Conférence de presse sur le lancement de RESPECT8-3 en collaboration avec Syna et transfair.*



## Migrationspolitik

### Integration ist das Ergebnis einer gemeinsamen Anstrengung

Im Sommer 2018 hatte Travail.Suisse eine tripartite Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern der Gewerkschaften, der Arbeitgeber und der Kantone eingesetzt mit dem Ziel, einen Leitfaden über gute Praktiken für die Integration in Unternehmen zu erstellen. Dieser Leitfaden wurde im Frühling 2020 unter der Leitung von Héléne Agbémégnah fertiggestellt und im Juni veröffentlicht. In ihrem Vorwort

betonte Bundesrätin Karin Keller-Sutter, Vorsteherin des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes, dass die Zuwanderung, welche seit jeher massgeblich zum wirtschaftlichen Wohlstand der Schweiz beigetragen hat, in den kommenden Jahren für das Funktionieren der Unternehmen noch unentbehrlicher wird. Der Integration der zugewanderten Menschen kommt entsprechend grosse

Bedeutung zu. Integration lasse sich indes nicht verordnen. «Sie ist das Ergebnis einer gemeinsamen Anstrengung», so Bundesrätin Karin Keller-Sutter. «Alle sind aufgerufen, sich aktiv dafür einzusetzen». Der Leitfaden will entsprechende Lösungsansätze fördern und zeigt auf, welche Massnahmen sich punkto Integration in den Unternehmen bereits gut bewährt haben.

## Un congé paternité tout neuf

**Egalité salariale: toujours pas de contrôle, ni de sanctions, mais une transmission des résultats de leurs analyses par les entreprises concernées**

Plusieurs interventions parlementaires ont été déposées suite à l'adoption de la révision de la LEG, pour tenter d'en corriger les lacunes. Contrôles étatiques de l'obligation de vérification de l'égalité salariale pour les entreprises dès 100 employé·e·s, sanctions en cas de non-respect de la loi, aucune n'a trouvé grâce aux yeux du Parlement.

Seule une initiative parlementaire de la Commission de la culture, de l'éducation et de la science du Conseil national a été adoptée en décembre par le plenum. Si le second conseil suit cette première décision, les résultats des analyses de l'égalité salariales seront transmis directement par les entreprises à la Confédération, qui sera alors en mesure d'évaluer plus facilement les effets de la révision de la LEG.

**15 ans de congé maternité et un congé paternité tout neuf**

Le 1<sup>er</sup> juillet, la Suisse a fêté les 15 ans du congé maternité. C'était l'occasion pour Travail.Suisse de rappeler qu'en matière d'égalité, les pères ne disposaient toujours pas de congé paternité. Initialement prévue en mai, la votation sur le contre-projet à l'initiative populaire a été reportée en septembre. Celle-ci a débouché sur une large acceptation par le peuple suisse. En Suisse romande, le oui l'a très largement emporté, parfois à

plus de 80 % (VD), dépassant les prévisions les plus optimistes. Anticipant un succès dans les cantons romands, Travail.Suisse a par conséquent mis l'accent de sa campagne en faveur du congé paternité en Suisse alémanique.

**Mesures extraordinaires prises en raison de la pandémie du coronavirus examinées**

Les mesures prises par le Conseil fédéral dès le printemps ont été examinées attentivement par Travail.Suisse, notamment sous l'angle de la conciliation. Plusieurs fiches d'informations ont été rédigées, avec des questions-réponses, et publiées sur le site de Travail.Suisse.

Le site [www.informaternite.ch](http://www.informaternite.ch) a été enrichi d'informations au sujet des femmes enceintes. Celles-ci n'ont, dans un premier temps, pas été considérées comme personnes à risques, mais elles l'ont été par la suite.

La question des aides financières accordées aux crèches a fait l'objet d'une coalition de diverses organisations, à laquelle s'est jointe Travail.Suisse. Cette coalition est intervenue auprès de la commission chargée d'examiner ces aides pour qu'elles soient aussi accordées aux crèches majoritairement en mains publiques, et pas seulement privées.

**Les femmes recevront un congé maternité plus long lorsque leur bébé doit être hospitalisé**

Tout au long de l'année 2020, le Parlement a traité le projet de modification de loi

du Conseil fédéral portant sur la loi sur les allocations pour perte de gain LAPG. Travail.Suisse s'est positionné clairement en faveur de ce projet, afin que la lacune juridique soit enfin comblée. Les femmes qui reportent leur congé maternité en raison de l'hospitalisation immédiate de leur nouveau-né seront payées jusqu'à concurrence de la durée de l'interdiction de travailler de 8 semaines (56 allocations journalières supplémentaires) qui leur est imposée dans la loi sur le travail pour préserver leur santé. La durée minimale de l'hospitalisation du nouveau-né a été ramenée de trois à deux semaines.





## Ein nagelneuer Vaterschaftsurlaub

**Lohngleichheit: weiterhin keine Kontrolle und keine Sanktionen, aber eine Übermittlung der Analyseergebnisse durch die betroffenen Unternehmen**

parlamentarische Vorstösse eingereicht, um zu versuchen, die Gesetzeslücken zu schliessen. Staatliche Kontrollen bei der Pflicht zur Überprüfung der Lohngleichheit für Unternehmen ab 100 Angestellten, Sanktionen bei Gesetzverstössen – kein Vorstoss wurde vom Parlament angenommen.

Nur eine parlamentarische Initiative der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates wurde im Dezember vom Nationalrat verabschiedet. Sollte der zweite Rat diesem ersten Entscheid folgen, werden die Ergebnisse der Lohnvergleichsanalysen von den Unternehmen direkt an den Bund übermittelt, der dann in der Lage ist, einfacher zu beurteilen, wie sich die Revision des Gleichstellungsgesetzes auswirkt.

**15 Jahre Mutterschaftsurlaub und ein nagelneuer Vaterschaftsurlaub**

Nach der Verabschiedung des Gleichstellungsgesetzes wurden mehrere

Am 1. Juli feierte die Schweiz 15 Jahre

Mutterschaftsurlaub. Travail.Suisse hat diese Gelegenheit genutzt, um punkto Gleichstellung daran zu erinnern, dass es für die Väter noch immer keinen Vaterschaftsurlaub gibt. Die ursprünglich für Mai vorgesehene Abstimmung über den Gegenentwurf zur Volksinitiative wurde auf September verschoben. Dies hat dazu geführt, dass sich in der Bevölkerung eine breite Akzeptanz gebildet hat. In der Westschweiz war das Ja äusserst deutlich, mit zum Teil über 80 % (VD), und übertraf die optimistischsten Erwartungen. Da Travail.Suisse mit einem Sieg in den Westschweizer Kantonen gerechnet hatte, legte der Verband folglich den Fokus der Kampagne für den Vaterschaftsurlaub auf die Deutschschweiz.

**Ausserordentliche Massnahmen infolge der COVID-19-Pandemie unter Beobachtung**

Die vom Bundesrat seit dem Frühjahr getroffenen Massnahmen wurden von Travail.Suisse genau beobachtet, insbesondere hinsichtlich der Vereinbarkeit. Es wurden mehrere Merkblätter mit häufigen Fragen und Antworten verfasst und auf der Travail.Suisse-Website aufgeschaltet. Die Website [www.infomutterschaft.ch](http://www.infomutterschaft.ch) wurde mit Informationen für schwangere Mitarbeiterinnen ergänzt. Schwangere wurden zunächst nicht als besonders gefährdete Personen eingestuft, später jedoch schon.

Die Frage der finanziellen Hilfeleistungen für Kindertagesstätten wurde von einer Koalition verschiedener Organisationen aufgeworfen, der sich Travail.Suisse angeschlossen hat. Diese Koalition hat bei der

Kommission, die mit der Prüfung dieser Hilfen betraut ist, interveniert, damit diese nicht nur privaten Kitas, sondern auch Kindertagesstätten gewährt werden, die hauptsächlich von der öffentlichen Hand betrieben werden.

**Mütter bekommen bei einem Spitalaufenthalt ihres Babys einen längeren Mutterschaftsurlaub**

Während des ganzen Jahres 2020 hat sich das Parlament mit dem Entwurf des Bundesrates

zur Änderung des Erwerbsersatzgesetzes (EOG) befasst. Travail.Suisse hat sich klar für diese Vorlage ausgesprochen, damit die rechtliche Lücke endlich geschlossen wird. Frauen, die ihren Mutterschaftsurlaub aufschieben, weil ihr Neugeborenes unverzüglich hospitalisiert werden muss, bekommen neu eine Entschädigung für höchstens die Dauer des 8-wöchigen Arbeitsverbots (56 zusätzliche Taggelder), das ihnen im Arbeitsgesetz zum Schutz ihrer Gesundheit auferlegt wird. Die minimale Dauer des Spitalaufenthalts des Neugeborenen wurde von drei auf zwei Wochen verkürzt.

**Auch in Krisenzeiten an die betreuenden Angehörigen denken**

Als federführende Organisation der Interessengemeinschaft für betreuende und pflegende Angehörige (IGAB) konnte Travail.Suisse einige parlamentarische Vorstösse auf den Weg bringen. Das Postulat von Ständerätin Marianne Maret wurde angenommen: Der Vorstoss verlangt, dass Eltern und andere Angehörige, die Erwachsene mit einer Behinderung

*Die Schweizerkarte färbt sich blau – Ja zum Vaterschaftsurlaub am 27. September 2020.*

*La carte suisse devient bleue – Oui au congé de paternité le 27 septembre 2020.*

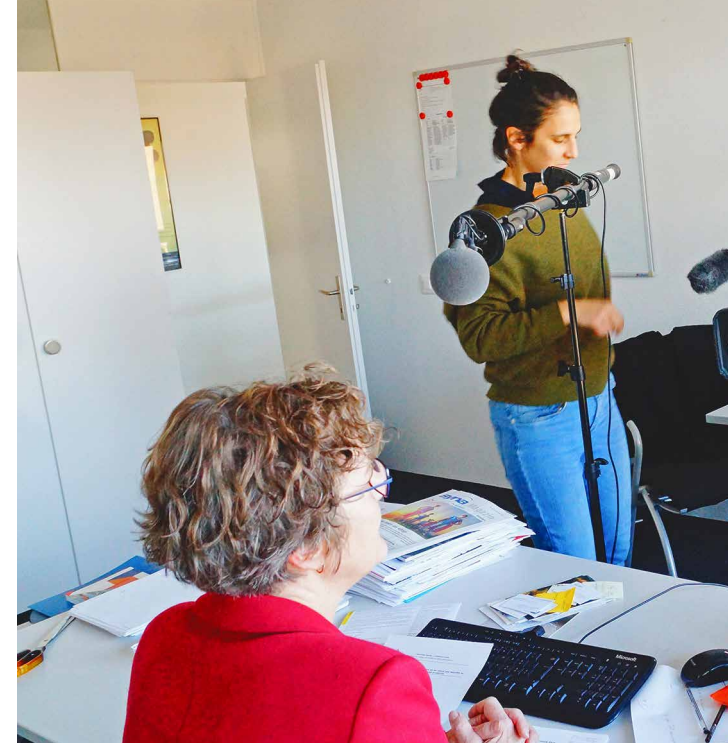
**Penser aux proches aidants aussi en temps de crise**

Dirigeant la  
Communauté d'intérêts  
Proches

aidants, Travail.Suisse a pu initier quelques interventions parlementaires. Le postulat de la Conseillère aux Etats Marianne Maret a été adopté: il demande à ce que les allocations pour perte de gain soient aussi versées pour les parents et les proches d'adultes en situation de handicap.

La conseillère nationale Barbara Gysi a déposé une interpellation qui demande que l'indemnisation du travail des proches par la contribution d'assistance dans l'AI soit permise en temps de crise. Le conseiller national Pierre-André Page demande par postulat quelles sont les solutions pour venir en aide

aux proches aidants engagés sur le long terme. Le conseiller national Marco Romano demande, aussi par postulat, quel est le rapport coût-bénéfice pour chaque franc investi par les pouvoirs publics dans les offres de décharge des proches aidants. La CIPA est aussi intervenue directement auprès des offices fédéraux concernés pour plaider ces causes.



Politique sociale

## Une nouvelle assurance sociale

**Congé paternité: un succès total aux urnes**

Travail.Suisse a remporté une importante avancée en matière de politique so-

ciale et familiale avec l'approbation claire du congé paternité dans les urnes. Travail.Suisse demande un congé paternité depuis 15 ans! Cependant, la voie du parlement a échoué. Seule l'initiative populaire a permis d'augmenter la pression au Parlement à tel point qu'un contre-projet a finalement vu le jour. Avec son succès dans les urnes, Travail.Suisse a

réalisé un exploit rare pour la Suisse: des progrès en matière de politique sociale et familiale. On n'a pas réalisé de tels progrès en Suisse, qui donnent plus de temps aux familles, depuis l'introduction de l'assurance-maternité en 2005. Le succès de Travail.Suisse et de ses fédérations est donc bien un exploit. Pour y parvenir, il fallait réussir à relier entre elles diverses problématiques telles que la santé des femmes, l'égalité entre les sexes, le renforcement des familles, le nouveau rôle des pères, une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie

familiale, et la lutte menée depuis des décennies par les salarié-e-s pour avoir plus de temps libre. Il en résulte une très large alliance pour le congé paternité. Travail.Suisse ne se reposera pas sur ses lauriers; des projets de suivi sont en cours.

**Prévoyance professionnelle: le Conseil fédéral adopte le compromis des partenaires sociaux**

A la demande du Conseil fédéral, l'Union patronale suisse (UPS), l'Union



*Interview von «temps présent» (RTS) mit der Leiterin Gleichstellungspolitik Valérie Borioli Sandoz.*

*Interview par «temps présent» (RTS) de Valérie Borioli Sandoz, responsable de la politique d'égalité.*

betreuen, Anspruch auf Erwerbsausfallentschädigung haben.

Nationalrätin Barbara Gysi hat eine Interpellation eingereicht, die fordert, dass in Krisenzeiten eine Entschädigung der Angehörigen durch Assistenzbeiträge zulässig sein solle. Nationalrat Pierre-André Page verlangt per Postulat, dass verschiedene Lösungen aufzuzeigen seien, wie Personen, die Angehörige über lange Zeit betreuen, Hilfe und Unterstützung erhalten könnten. Nationalrat Marco Romano will – ebenfalls per Postulat – erfahren, wie hoch der Return on Investment ist, der dank den Entlastungsangeboten für alle Personen erzielt werden, die Angehörige unterstützen und betreuen. Die IGAB hat sich auch direkt bei den zuständigen Bundesämtern für diese Anliegen eingesetzt.

Sozialpolitik

## Eine neue Sozialversicherung

### Vaterschaftsurlaub – Vollerfolg an der Urne

Travail.Suisse hat an der Urne mit der deutlichen Zustimmung zum Vaterschaftsurlaub einen wichtigen sozial- und familienpolitischen Fortschritt erkämpft. Dies nach einem langen und beschwerlichen Weg – seit 15 Jahren fordert Travail.Suisse einen Vaterschaftsurlaub! Allerdings scheiterte der Weg über das Parlament. Erst die Volksinitiative ermöglichte es, den Druck im Parlament so zu

verstärken, dass ein Gegenvorschlag schliesslich zustande kam. Mit dem Erfolg an der Urne schaffte Travail.Suisse ein für die Schweiz seltenes Kunststück – einen sozial- und familienpolitischen Fortschritt. Ein solcher Fortschritt, der Familien mehr Zeit verschafft, wurde in der Schweiz auf nationaler Ebene seit Einführung der Mutterschaftsversicherung 2005 nicht mehr erzielt. Der Erfolg von Travail.Suisse und seinen Verbänden kann deshalb nicht hoch genug eingeschätzt werden. Voraussetzung

dafür war die Zusammenführung verschiedener wie etwa die Gesundheit der Frauen, die Gleichberechtigung zwischen den Geschlechtern, die Stärkung der Familien, die neue Rolle der Väter, die bessere Vereinbarkeit von Beruf und Familie und der jahrzehntelange Kampf der Arbeitnehmenden um mehr freie Zeit. Entsprechend breit war auch die Allianz für den Vaterschaftsurlaub. Travail.Suisse wird sich nicht auf diesem Erfolg ausruhen, Nachfolgeprojekte sind im Aufbau.

syndicale suisse (USS) et Travail.Suisse ont négocié une réforme de la prévoyance professionnelle. Elle a été présentée à l'été 2019. La consultation a montré toute l'étendue des intérêts en jeu et pourquoi il est si difficile d'adopter des réformes réussies en matière de retraite. Avec leur proposition, les partenaires sociaux concernés ont largement ouvert la porte à la réforme. Le Conseil fédéral l'a reconnu et a envoyé le projet des partenaires sociaux sans le modifier au Parlement en novembre 2020. Il reste à espérer que le compromis trouvé par les trois partenaires sociaux nationaux, et qui est devenu le projet de loi du Conseil fédéral sous le nom de «LPP 21», réalise la percée souhaitée.

**AVS: Proposition pour un financement durable de l'AVS**

Lors de son événement parlementaire de mars 2020, Travail.Suisse a présenté pour la première fois son concept de financement de l'AVS à certains parlementaires. La proposition a suscité un grand intérêt et a reçu un bon écho. Les « Transversales » de Travail.Suisse envisagent d'utiliser les bénéfices de la Banque nationale pour financer l'AVS au cours des prochaines années. En outre, la Confédération, en tant que principale bénéficiaire de la politique des taux d'intérêt négatifs, devrait apporter une contribution plus importante au financement. Travail.Suisse propose également de lutter contre la force du franc par une taxe sur les achats en francs étrangers. Cela permettrait d'éviter que la Banque nationale ne contribue au gonflement des marchés financiers et de normaliser les taux d'intérêt en Suisse, ce qui soulagerait la pression subie par les caisses de pension. A long terme, l'AVS devrait être à nouveau financée sous sa forme initiale – notamment par les salaires et les contributions de la Confédération. Travail.Suisse s'est entretenu avec de nombreux parlementaires et associations pour gagner en soutien à sa proposition. Léonore Porchet, conseillère nationale et

vice-présidente de Travail.Suisse a déposé une motion en ce sens au Parlement. Un long échange sur la taxe sur les achats de francs suisses à l'étranger a également eu lieu avec Fritz Zurbrügg, vice-président de la Banque nationale suisse.

**La prestation transitoire: un petit pas avec un grand potentiel**

En juin 2020, le Parlement a adopté la prestation transitoire pour les chômeurs âgés. Travail.Suisse s'est fortement engagé dans ce sens. La prestation a été nettement réduite par rapport au projet du Conseil fédéral. Néanmoins, elle améliore la situation des chômeurs et chômeuses

de 60 ans et plus en fin de droits ayant un faible revenu. La prestation transitoire est donc un petit mais important pas en avant avec du potentiel. Travail.Suisse a toujours souligné que la prestation transitoire ne doit être que la dernière bouée de sauvetage. D'autres mesures – telles que l'évaluation gratuite de la situation actuelle et l'analyse du potentiel – ont déjà été lancées et montrent comment mieux prévenir l'exclusion des travailleuses et travailleurs âgés à l'avenir.

*D'abord la tension, puis la joie: la Suisse dit oui au congé de paternité à 60,3%.*

*Erst die Anspannung, dann die Freude: Die Schweiz sagt mit 60.3 Prozent Ja zum Vaterschaftsurlaub.*



### Berufliche Vorsorge: Bundesrat übernimmt den Sozialpartnerkompromiss

Im Auftrag der Bundesrats haben der Schweizerische Arbeitgeberverband (SAV), der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) und Travail.Suisse eine Reform für die berufliche Vorsorge ausgehandelt. Sie wurde im Sommer 2019 präsentiert. Die Vernehmlassung zeigte die gesamte Breite der Interessenlagen und weshalb es so anspruchsvoll ist, erfolgreiche Altersreformen zu verabschieden. Die beteiligten Sozialpartner haben mit ihrem Vorschlag die Türe für eine Reform weit aufgestossen. Dies hat der Bundesrat erkannt und im November 2020 die Vorlage unverändert ins

Parlament geschickt. Die drei nationalen Sozialpartner werden dem Sozialpartnerkompromiss, der als «BVG 21» zur bundesrätlichen Vorlage geworden ist, hoffentlich zum Durchbruch verhelfen.

### AHV: Vorschlag zur nachhaltigen Finanzierung der AHV

Anlässlich seines Sessionsanlass im März 2020 hat Travail.Suisse erstmals sein Konzept zur Finanzierung der AHV ausgewählten ParlamentarInnen präsentiert. Der Vorschlag fand grosses Interesse und Zuspruch. Die «Travail.Suisse-Transversale» sieht vor, in den nächsten Jahren Gewinne der Nationalbank für die Finanzierung der AHV beizuziehen. Zudem soll der

Bund als grösster Profiteur der Negativzinspolitik einen grösseren Beitrag zur Finanzierung beisteuern. Travail.Suisse schlägt ausserdem vor, mit einer Steuer auf ausländische Frankenkäufe die Frankenstärke zu bekämpfen. Damit kann die Aufblähung der Finanzmärkte durch die Nationalbank gestoppt und das Zinsniveau in der Schweiz normalisiert werden, was die unter Druck geratenen Pensionskassen entlasten würde. Langfristig soll die AHV wieder in ihrer ursprünglichen Form – insbesondere durch Lohn- und Bundesbeiträge – finanziert werden. Travail.Suisse hat mit zahlreichen ParlamentarierInnen und Verbänden das Gespräch gesucht und für die Unterstützung des Vorschlags geworben. Die Nationalrätin und Travail.Suisse-Vize-Präsidentin Léonore Porchet hat eine entsprechende Motion im Parlament eingereicht. Ein längerer Austausch zur Steuer auf ausländische Frankenkäufe fand zudem mit Fritz Zurbrugg, dem Vizepräsidenten der Schweizerischen Nationalbank, statt.

### Überbrückungsleistung: ein kleiner Schritt mit grossem Potenzial

Im Juni 2020 verabschiedete das Parlament die Überbrückungsleistung für ältere Arbeitslose. Travail.Suisse hatte sich intensiv dafür eingesetzt. Zwar wurde die Leistung gegenüber der Bundesratsvorlage deutlich reduziert. Trotzdem verbessert sie die Situation von ausgesteuerten Personen ab 60 Jahren mit einem tiefen Einkommen. Deshalb ist die Überbrückungsleistung ein zwar kleiner, aber wichtiger Fortschritt mit Potenzial. Travail.Suisse hat stets betont, dass die Überbrückungsleistung als letzter Rettungsanker dienen soll. Weitere Massnahmen – wie beispielsweise die kostenlose Standortbestimmung und Potenzialanalyse – sind bereits aufgegleist und zeigen, wie zukünftig die Aussteuerung von älteren Arbeitnehmenden besser verhindert werden kann.



## La politique climatique doit aussi être sociale

Si 2019 avait été marquée par les manifestations des jeunes pour le climat, la Covid-19 a changé la donne en 2020 ; mais cette pression a eu une influence sur le cours de la révision de loi sur le CO<sub>2</sub>, le Parlement ayant bouclé la révision en améliorant le projet du Conseil fédéral sur plusieurs points (taxation des vols en avion, moins de réductions d'émissions faites à l'étranger etc.). Le référendum a néanmoins été lancé par l'UDC mais aussi par des mouvements de jeunes et l'extrême-gauche. Travail.Suisse soutient la loi révisée car elle fait le premier pas dans la bonne direction mais d'autres devront rapidement suivre. Travail.Suisse va s'engager pour des réductions d'émissions de gaz à effet de serre plus fortes que prévu (neutralité carbone d'ici 2040 par exemple) et pour que l'on renonce dès 2030 à recourir à l'achat de certificats à l'étranger pour atteindre les objectifs. Le climat, mais aussi l'économie en Suisse en sortiront gagnants, car on stimulera plus l'innovation et les investissements dans les technologies propres dans notre pays, ce qui créera de nombreux emplois et fera économiser des milliards de francs d'importations de sources d'énergies fossiles. Mais la politique climatique peut aussi avoir des effets structurels négatifs. Travail.Suisse s'engage donc aussi pour que les changements structurels de l'économie, dus au réchauffement climatique, ne se fassent pas au détriment de salarié-e-s de certaines branches. C'est pourquoi il faut introduire dans la politique climatique le concept de « transition juste », qui figure dans le préambule de l'Accord de Paris sur le climat et dans des lignes directrices de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans cette perspective, Travail.Suisse a présenté à fin 2020 au Comité un plan d'action

pour une politique climatique basée sur la transition pour la Suisse. Il comprend des revendications concernant les objectifs de réduction, la formation, le marché du travail, les conditions de travail et la santé des salarié-e-s ainsi que la politique sociale.

**L'ouverture complète du marché de l'électricité seulement avec des mesures pour le personnel**

dans le document de position « Marché de l'électricité en transformation et sous pression. Défis à surmonter et propositions pour les salariés » ont pu faire leur chemin. En effet, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a organisé en automne 2020 deux séances avec les partenaires sociaux de la branche de l'économie électrique pour examiner la possible reprise de ces propositions, en particulier un encouragement dans la loi à la formation et formation continue ainsi qu'une obligation de CCT de branche dans la loi en lien avec la libéralisation complète du marché. Si sur le dernier point, l'analyse juridique conclut à une impossibilité, il n'en demeure pas moins que la FPE et Syna ont pu par ce biais intensifier leurs rapports avec l'Association des entreprises électriques suisses (AES), ce qui pourrait favoriser le développement des CCT dans la branche. Sur le plan de la formation et du marché du travail, l'OFEN devrait proposer au Conseil fédéral d'inclure dans la loi un article sur l'encouragement de la formation et de soumettre la branche de l'économie électrique à une surveillance particulière du marché du travail (branche focus). Le message du

Les propositions de Travail.Suisse et ses fédérations les plus concernées (FPE et Syna) figurant

Conseil fédéral est attendu pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2021. Selon son contenu, on poursuivra avec plus ou moins d'intensité des activités de lobbying dans les commissions puis au Parlement pour que la révision de la loi fédérale pour un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (LApEI) inclue nos demandes.

## Die Klimapolitik muss auch sozial sein

2019 war von den Demonstrationen der Klimajugend geprägt, COVID-19 hat 2020 die Karten neu gemischt. Allerdings hat sich dieser Druck auf den Verlauf der Revision des CO<sub>2</sub>-Gesetzes ausgewirkt: Das Parlament hatte die Revision abgeschlossen und die Vorlage des Bundesrates in mehreren Punkten verbessert (Flugticketabgabe, weniger Emissionsverminderungen im Ausland usw.). Trotzdem haben die SVP, aber auch Jugendbewegungen und linksextreme Kreise das Referendum ergriffen. Travail.Suisse unterstützt das revidierte Gesetz, da dieses einen ersten Schritt in die richtige Richtung darstellt. Allerdings müssen weitere Schritte rasch folgen. Travail.Suisse wird sich für grössere Reduktionen bei den Treibhausgasemissionen einsetzen (z. B. CO<sub>2</sub>-Neutralität bis 2040) sowie dafür, ab 2030 auf den Kauf von ausländischen Zertifikaten zur Erreichung der Reduktionsziele zu verzichten. Das Klima, aber auch die Wirtschaft in der Schweiz werden davon profitieren, da die Innovation und die Investitionen in saubere Energien in unserem Land gefördert werden, was zur Schaffung vieler Stellen sowie zu Einsparungen in Milliardenhöhe bei den Importen von fossilen Energieträgern führen wird. Doch die Klimapolitik kann auch negative strukturelle Auswirkungen haben. Daher setzt sich Travail.Suisse auch dafür ein, dass der Strukturwandel der Wirtschaft infolge der Klimawärmung nicht auf dem Rücken der Arbeitnehmenden in gewissen Branchen erfolgt. Deshalb ist in der Klimapolitik das Konzept des «gerechten Übergangs» einzuführen, das in der Präambel des Klimaübereinkommens von Paris sowie in den Leitlinien der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO) erwähnt wird. Vor diesem Hintergrund hat Travail.Suisse dem Vorstand

Ende 2020 einen Aktionsplan für eine Klimapolitik mit gerechtem Übergang für die Schweiz unterbreitet. Dieser Aktionsplan umfasst Forderungen zu den Reduktionszielen, zur Bildung, zum Arbeitsmarkt, zu den Arbeits- und Gesundheitsbedingungen der Arbeitnehmenden sowie zur Sozialpolitik.

**Die vollständige Öffnung des Strommarktes darf nur mit Massnahmen für das Personal erfolgen.**

Die Vorschläge von Travail.Suisse und seinen am meisten betroffenen Verbänden (VPE und Syna), die im Positionspapier «Strommarkt im Wandel und unter Druck. Zu meisternde Herausforderungen und Vorschläge für die Arbeitnehmenden» enthalten sind, kamen auf den Tisch. Das Bundesamt für Energie (BFE) hat im Herbst 2020 zwei Sitzungen mit den Sozialpartnern der Elektrizitätswirtschaft anberaunt, um die mögliche Umsetzung dieser Vorschläge zu prüfen. Dabei ging es im Zusammenhang mit der vollständigen Öffnung des Strommarktes insbesondere darum, einen Anreiz für die Aus- und Weiterbildung sowie eine Pflicht zu einem Branchen-GAV gesetzlich zu verankern. Zwar kommt eine juristische Analyse zum Schluss, dass Letzteres nicht möglich ist, aber VPE und Syna konnten auf diesem Weg ihre Beziehungen zum Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen (VSE) festigen, was die Entwicklung von Gesamtarbeitsverträgen in der Branche begünstigen könnte. Hinsichtlich Bildung und Arbeitsmarkt sollte das BFE dem Bundesrat den Vorschlag unterbreiten, im Gesetz einen Artikel zur Förderung der Aus- und Weiterbildung zu verankern und die Elektrizitäts-

wirtschaft einer besonderen Arbeitsmarktaufsicht zu unterstellen (Fokusbranche). Die Botschaft des Bundesrates ist für das zweite Halbjahr 2021 geplant. Je nach Inhalt wird die Lobbyarbeit in den Kommissionen und im Parlament mehr oder weniger stark vorangetrieben, damit die Revision des Bundesgesetzes über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien (StromVG) unsere Forderungen einschliesst.

## Espoir d'un renforcement de la protection salariale dans l'UE

En raison de la pandémie, les activités de Travail.Suisse en matière de politique extérieure ont été ralenties. Ainsi, la Conférence internationale du travail de l'OIT qui se tient chaque année au moins de juin à Genève, à laquelle Travail.Suisse participe, a été annulée. Les séances du Comité exécutif de la CES se sont tenues en ligne. Dans ce cadre, Travail.Suisse a suivi en particulier l'évolution de la discussion sur une proposition de directive (loi) européenne pour des salaires minimaux adéquats. Un renforcement de la protection salariale dans l'UE pourrait avoir un impact indirect positif pour la Suisse et notamment davantage de compréhension de l'UE pour les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes en Suisse.

La Suisse continue à miser sur le développement des accords de libre-échange (ALE) qu'elle négocie, dans le cadre de l'AELE, avec d'importants partenaires économiques. Un référendum lancé contre l'accord conclu avec l'Indonésie en 2018 a abouti et le peuple suisse pourra ainsi se prononcer pour la première fois sur un tel accord dans les urnes en mars 2021. Quant à l'accord avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), les négociations sont terminées et il pourrait être signé en 2021 malgré une forte opposition d'ONG, de milieux paysans mais aussi de syndicats. Travail.Suisse va continuer à demander que les dispositions sur les droits humains, du travail et de l'environnement qui figurent dans ces accords soient soumises au mécanisme de l'arbitrage avec, en dernier recours, la possibilité de prendre des sanctions. Il faudrait aussi que les partenaires sociaux puissent faire partie des comités mixtes qui gèrent ces accords et pas seule-

ment être consultés une ou deux fois par an dans le cadre du groupe de liaison entre l'administration et la société civile.

**Initiative pour des multinationales responsables : la thématique va rester d'actualité**

Travail.Suisse s'est aussi engagé dans la campagne de votation pour l'initiative pour des multinationales responsables

dans le cadre d'un comité conjoint avec l'USS. Un dépliant a été édité avec des témoignages de membres des fédérations pour le oui. Malheureusement, l'initiative a été rejetée, n'ayant pas pu franchir la majorité requise des cantons malgré une approbation de la population. Travail.Suisse continuera à suivre cette thématique dans le cadre de la Commission consultative fédérale du point de contact national pour l'application des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Une loi de l'UE sur cette thématique est prévue et il faudra voir si elle contiendra des aspects contraignants pour les entreprises multinationales. Si cela devait être le cas, cela pourrait relancer le débat en Suisse car les opposants à l'initiative ne l'ont pas rejeté de manière fondamentale mais en particulier avec l'argument des conditions de concurrence faussées si la Suisse devait faire cavalier seul sur cette question.





## Hoffnung auf stärkeren Lohnschutz in der EU

Pandemiebedingt musste Travail.Suisse seine Aktivitäten im Bereich der Aussenpolitik herunterfahren.



So wurde die Internationale Arbeitskonferenz der IAO, die jedes Jahr im Juni in Genf stattfindet und an der Travail.Suisse teilnimmt, abgesagt. Die Sitzungen des EGB-Exekutivausschusses wurden virtuell abgehalten. In diesem Rahmen hat Travail.Suisse insbesondere den Verlauf der Diskussion über einen Vorschlag für eine europäische Richtlinie über angemessene Mindestlöhne mitverfolgt. Einen verstärkten Lohnschutz in der EU könnte sich für die Schweiz indirekt positiv auswirken und insbesondere in der EU mehr Verständnis für die flankierenden Massnahmen bei der Anwendung der Personenfreizügigkeit in der Schweiz wecken.

Die Schweiz setzt weiterhin auf die Weiterentwicklung von Freihandelsabkommen (FHA), die sie im Rahmen der EFTA mit wichtigen Wirtschaftspartnern aushandelt. Ein Referendum gegen das 2018 mit Indonesien abgeschlossene Abkommen ist zustande gekommen, und das Schweizer Stimmvolk wird sich im März 2021 erstmals zu einem solchen Abkommen äussern können. Die Verhandlungen zum Abkommen mit den Mercosur-Ländern (Brasilien, Argentinien, Uruguay und Paraguay) sind abgeschlossen, und das FHA könnte 2021 trotz starken Widerstands von NGOs, von bäuerlichen Kreisen, aber auch von Gewerkschaften unterzeichnet werden. Travail.Suisse wird weiterhin verlangen, dass die Bestimmungen

*Der Vorstand trifft sich in Genf mit Anna Biondi, stellvertretende Direktorin ACTRAV in der IAO.*

*Le Comité exécutif rencontre à Genève Anna Biondi, directrice adjointe d'ACTRAV au BIT.*

zu Menschen-, Arbeits- und Umweltrechten, die in diesen Abkommen enthalten sind, dem Schiedsmechanismus unterstellt werden, mit der Möglichkeit, als letztes Mittel Sanktionen zu verhängen. Ausserdem müssen die Sozialpartner Teil des gemischten Ausschusses sein können, die diese Abkommen verwalten, und nicht nur ein- oder zweimal jährlich im Rahmen der Kontaktgruppe zwischen der Verwaltung und der Zivilgesellschaft konsultiert werden.

**Konzernverantwortungsinitiative: Das Thema bleibt aktuell**

Travail.Suisse hat sich im Rahmen eines gemeinsamen Ausschusses mit dem

SGB auch in der Abstimmungskampagne für die Konzernverantwortungsinitiative engagiert. Ein Flyer mit Aussagen von Mitgliedern der Verbände für ein Ja zur Initiative wurde herausgegeben. Leider wurde die Initiative verworfen, da sie das erforderliche Ständemehr trotz eines Volksmehrs nicht erreichte. Travail.Suisse wird diese Thematik im Rahmen des Beirats des Nationalen Kontaktpunkts der Schweiz (NKP) für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen weiterverfolgen. Ein entsprechendes EU-Gesetz ist in der Pipeline, und es ist zu prüfen, ob dieses Gesetz verbindliche Aspekte für die Konzerne enthält. Sollte das der Fall sein, könnte dies die Debatte in der Schweiz erneut anfachen, da die Gegner der Initiative die Vorlage nicht grundsätzlich abgelehnt haben, sondern insbesondere das Argument angeführt haben, dass es zu verfälschten Wettbewerbsbedingungen käme, falls die Schweiz einen entsprechenden Alleingang wagen würde.

## Pas de cadeaux fiscaux aux familles aisées

Travail.Suisse avait soutenu le référendum lancé par le PS contre les cadeaux fiscaux faits aux familles aisées dans l'impôt fédéral direct (IFD). Alors que le projet originel ne prévoyait que d'augmenter la déduction fiscale des frais de garde dans l'IFD avec un coût de 10 millions de francs, on a, in fine, augmenté aussi la déduction pour enfants de 6500 à 10000 francs. Cela provoqua des pertes fiscales de près de 350 millions de francs. Seules les familles aisées et très aisées profiteraient de la réforme. Travail.Suisse a mené une petite campagne pour la votation en ayant rédigé un argumentaire pour les fédérations et des articles pour le service médias. Il est réjouissant que le peuple suisse ait compris, en disant non à plus de 63 pourcent à cet objet que, sous-couvert de déductions fiscales pour frais de garde à l'origine, l'objet privilégiait les familles aisées.

### Crise de la Covid-19: la Confédération peut et doit se montrer généreuse

la plupart des cantons, avec des bas taux d'endettement, la Suisse fait partie des pays qui ont la meilleure situation financière pour soutenir l'économie et les salarié-e-s. Travail.Suisse a livré ses réflexions aux médias sur ce point en montrant la très grande marge de manœuvre financière de la Suisse pour gérer la crise et en rappelant que lorsque la reprise s'amorcera, il faudra renoncer à des programmes d'économie et privilégier des investissements qui favorisent la durabilité à long terme, dans le contexte de la lutte contre le réchauffement climatique. Le

remboursement de l'endettement supplémentaire devra se faire à long terme et le Parlement devra utiliser sa marge de manœuvre dans ce sens. Travail.Suisse a aussi demandé que l'on prélève une taxe de crise temporaire pour les entreprises de secteurs d'activité (pharma, économie numérique p. ex.) dont la crise a même permis de doper leurs ventes et accroître leur rentabilité. Jusqu'ici, il faut bien le dire, cette idée n'a pas pu trouver de majorité.

### Le service public sous forte pression

prendre conscience à la population de son importance vitale pour le fonctionnement de la société et de l'économie. Travail.Suisse a été appelé à se prononcer sur plusieurs projets législatifs concernant le service public élaborés dans l'urgence en raison de la pandémie. Ainsi, Travail.Suisse a soutenu le projet d'aide supplémentaire pour les médias – déjà confrontés à une crise structurelle – et qui ont vu leur situation se détériorer encore plus avec la chute des recettes publicitaires pendant la crise. Les transports publics, en raison de la très forte baisse de la fréquentation pendant la crise, ont aussi besoin d'un soutien étatique. Travail.Suisse a répondu en détail à la consultation sur la loi urgente sur le soutien des transports publics durant la crise de la Covid-19. Nous avons demandé en particulier que, avec le soutien de l'Etat, les conditions de travail et salariales du personnel soient garanties et que les entreprises soutenues renoncent à faire des économies.

Indépendamment de la crise de la Covid-19, Travail.Suisse s'est aussi prononcé au mois de septembre clairement contre toute privatisation partielle de Postfinance dans le cadre de la révision de la loi sur l'organisation de la Poste. Une privatisation même partielle va à l'encontre de la mission de service public de la Poste Suisse et prêterait les conditions salariales et de travail du personnel. En revanche, Travail.Suisse a salué la volonté de donner à Post-Finance la possibilité d'octroyer des crédits et des hypothèques pour pouvoir maintenir sa rentabilité.

## Keine Steuergeschenke für wohlhabende Familien

Travail.Suisse hatte das von der SP lancierte Referendum gegen Steuergeschenke für wohlhabende Familien bei der Direkten Bundessteuer (DBST) unterstützt. Ursprünglich sah diese Vorlage nur vor, den Kinderdrittbetreuungsabzug bei der DBST zu erhöhen, was 10 Millionen Franken gekostet hätte, doch letztlich wurde auch der Kinderabzug von 6500 auf 10 000 Franken erhöht. Dies hätte zu Steuerausfällen von rund 350 Millionen Franken geführt. Nur wohlhabende und sehr wohlhabende Familien hätten von der Reform profitiert. Travail.Suisse hat eine kleine Abstimmungskampagne geführt und ein Argumentarium für die Verbände sowie Medienservice-Artikel verfasst. Erfreulich ist, dass die Bevölkerung mit einer Ablehnung von über 63 Prozent verstanden hat, dass die Vorlage unter dem Deckmantel des ursprünglichen Kinderdrittbetreuungsabzugs wohlhabende Familien bevorzugt hätte.

### COVID-19-Krise: Der Bund kann und muss grosszügig sein

Weil sich der Bund – wie die meisten Kantone – in einer ausgezeichneten finanziellen Lage mit einer tiefen Verschuldungsquote befindet, gehört die Schweiz zu den Ländern mit der besten finanziellen Ausgangslage für die Unterstützung von Wirtschaft und Arbeitnehmenden. Travail.Suisse hat die Medien über seine Überlegungen informiert und den sehr grossen finanziellen Spielraum der Schweiz zur Bewältigung der Krise aufgezeigt. Ausserdem hat der Dachverband daran erinnert, dass bei einer beginnenden Erholung auf Sparprogramme zu

verzichten sei und Investitionen, die eine langfristige Nachhaltigkeit begünstigen, im Hinblick auf die Bekämpfung des Klimawandels zu bevorzugen seien. Der Abbau der zusätzlichen Verschuldung hat langfristig zu erfolgen, und das Parlament muss seinen Spielraum entsprechend nutzen. Travail.Suisse hat zudem verlangt, dass für Unternehmen aus Branchen (Pharma, digitale Wirtschaft usw.), die wegen der Krise gar ihren Absatz und ihre Rentabilität steigern konnten, eine temporäre Krisensteuer eingeführt werde. Bisher hat sich für diese Idee leider keine Mehrheit finden lassen.

### Der Service public unter grossem Druck

Die COVID-19-Krise hat den Service public stark gefordert und der Bevölkerung bewusst gemacht, welche wichtige Rolle der Service public für das Funktionieren von Gesellschaft und Wirtschaft spielt. Travail.Suisse wurde gebeten, sich zu verschiedenen Gesetzesentwürfen zum Service public zu äussern, die pandemiebedingt unter Zeitdruck ausgearbeitet worden waren. So hat Travail.Suisse die Vorlage einer zusätzlichen Unterstützung für die Medien unterstützt – die bereits mit einer strukturellen Krise konfrontiert sind und deren Situation sich mit dem Rückgang der Werbeeinnahmen während der Krise noch verschlimmert hat. Der öffentliche Verkehr braucht wegen des Einbruchs der Passagierzahlen während der Krise ebenfalls staatliche Unterstützung. Travail.Suisse hat während der Vernehmlassung zum dringlichen Bundesgesetz über die Unterstützung des öffentlichen Verkehrs in

der COVID-19-Krise eine detaillierte Stellungnahme abgegeben. Wir haben insbesondere verlangt, dass die Arbeits- und Lohnbedingungen für das Personal dank staatlicher Unterstützung garantiert bleiben und dass die unterstützten Unternehmen auf Sparprogramme verzichten.

Unabhängig von der COVID-19-Krise hat sich Travail.Suisse im September zudem klar gegen jegliche Teilprivatisierung von PostFinance im Rahmen der Revision des Postorganisationsgesetzes ausgesprochen. Auch eine Teilprivatisierung widerspricht dem Service-public-Auftrag der Schweizerischen Post und würde die Lohn- und Arbeitsbedingungen des Personals beeinträchtigen. Travail.Suisse hat es hingegen begrüsst, dass PostFinance die Möglichkeit bekommen soll, Kredite und Hypotheken zu vergeben, um ihre Rentabilität zu erhalten.

## Grâce à la Task Force les perspectives d'apprentissage 2020 échappent largement à la crise du coronavirus

### Nouvelle tâche: reprise du secrétariat de la HES-CH

En 2020, Travail.Suisse a repris le secrétariat de la HES-CH, la Fédération des Associations de Professeur-e-s des Hautes écoles spécialisées suisses. Le secrétariat de Travail.Suisse s'occupera désormais de l'administration de la HES-CH, tandis que le responsable de la politique de la formation de Travail.Suisse en assurera la gestion. Il s'agit également de soutenir la HES-CH en matière politique.

### Problèmes d'apprentissage: création d'une Task Force

En raison du coronavirus, on craignait que de nombreux jeunes ne trouvent pas de places d'apprentissage à l'été 2020. Le Conseil fédéral a donc mis sur pied la Task Force « Perspectives Apprentissage 2020 ». Le responsable de la politique de formation de Travail.Suisse a également été élu au sein de ce comité de sept membres. Grâce à une bonne collaboration entre la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail, et avec l'aide des services d'orientation professionnelle, universitaires et de carrière, plus de contrats d'apprentissage ont été signés en été que les années précédentes, contrairement aux craintes.

### Une nouvelle gouvernance pour la formation professionnelle

Lors du sommet national sur la formation professionnelle 2020, avec la par-

icipation de Travail.Suisse, il a été décidé de donner à la gouvernance de la formation professionnelle une nouvelle structure et de créer un nouvel organe de pilotage. Travail.Suisse est également membre de la Conférence tripartite de la formation professionnelle (CTFP) qui a pour mission de poursuivre le développement de la formation professionnels afin qu'elle reste un modèle de réussite.

### Création d'une table ronde pour les personnes handicapées

L'un des objectifs de Travail.Suisse est de mieux intégrer les personnes handicapées dans la formation et sur le marché du travail. À cette fin, Travail.Suisse a réalisé ces dernières années une étude intitulée « Promouvoir l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail par le biais des conventions collectives de travail ». Un projet a été lancé par Travail.Suisse-Formation pour améliorer l'accès des personnes malvoyantes et aveugles à la formation continue publique. On a créé une table ronde sur « Les personnes handicapées et leur accès à la formation professionnelle », dont l'objectif est d'intégrer les intérêts des personnes handicapées dans les projets stratégiques de la formation professionnelle. Il est essentiel que les personnes handicapées elles-mêmes y participent et y représentent leurs intérêts. On a obtenu déjà du succès car la table ronde a pu faire valoir ses préoccupations dans le cadre de la réforme des recommandations sur la compensation des désavantages dans la formation professionnelle.

### viamia: planification de carrière pour les 40 ans et plus

L'appel lancé par Travail.Suisse pour que les salariés-e- de plus de 40 ans puissent effectuer un bilan de carrière est en cours de réalisation. Un projet pilote a été lancé sous le nom de viamia, dans le cadre duquel les adultes de 40 ans et plus peuvent aborder leur planification de carrière et recevoir un soutien gratuit de la part des services d'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.

## Dank Task Force Perspektive Berufslehre 2020 gut durch die Coronakrise

### Neue Aufgabe: Geschäftsstelle des fh-ch übernommen

Travail.Suisse hat 2020 die Geschäftsstelle des Verbandes der Fachhochschuldozierenden Schweiz fh-ch übernommen. Das Sekretariat von Travail.Suisse kümmert sich neu um die Administration des fh-ch, der Leiter Bildungspolitik von Travail.Suisse um die Geschäftsleitung. Dazu gehört auch die Unterstützung des fh-ch in politischen Fragen.

### Lehrstellenprobleme: Task Force eingesetzt

Angesichts von Corona bestand die Befürchtung, dass im Sommer 2020 viele Jugendliche keine Lehrstellen finden. Der Bundesrat setzte deshalb die Task Force Perspektive Berufslehre 2020 ein. Ins siebenköpfige Gremium wurde auch der Leiter Bildungspolitik Travail.Suisse gewählt. Dank guter Zusammenarbeit zwischen Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt und unter Mithilfe der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung konnten im Sommer entgegen den Befürchtungen sogar mehr Lehrverträge abgeschlossen werden als in den Jahren vorher.

### Berufsbildung: Neue Governance beschlossen

Am Spitzentreffen der Berufsbildung 2020 wurde mit Beteiligung von Travail.Suisse beschlossen, der Steuerung der Berufsbildung eine neue Struktur zu geben und ein neues Steuerorgan zu schaffen. Mitglied der sogenannten tripartiten Berufsbildungskonferenz TBBK ist

auch Travail.Suisse. Die TBBK hat die Aufgabe, die Berufsbildung so weiterzuentwickeln, dass sie ein Erfolgsmodell bleibt.

### Menschen mit Behinderungen: Dialogforum eingerrichtet

Ein Ziel von Travail.Suisse ist es, Menschen mit Behinderungen besser in die Bildung und den Arbeitsmarkt zu integrieren. Dazu hat Travail.Suisse in den letzten Jahren ein Studie verfasst mit dem Titel «Über Gesamtarbeitsverträge die Integration von Menschen mit Behinderungen in den Arbeitsmarkt fördern», über Travail.Suisse-Formation wurde ein Projekt lanciert für einen besseren Zugang für Menschen mit Sehbehinderung und Blindheit zur öffentlichen Weiterbildung und neu aufgebaut wurde ein Dialogforum «Menschen mit Behinderungen und ihr Zugang zur Berufsbildung». Ziel dieses Forums ist es, die Interessen der Menschen mit Behinderungen in die Strategieprojekte der Berufsbildung einzubringen. Dabei ist zentral, dass Menschen mit Behinderungen selber in diesem Forum mitarbeiten und ihre Interessen vertreten. Erste Erfolge konnten bereits erzielt werden. Das Dialogforum konnte seine Anliegen bei der Reform der Empfehlungen zum Nachteilsausgleich in der Berufsbildung prominent einbringen.

### viamia: Laufbahn- planung 40+

Die Forderung von Travail.Suisse, dass Arbeitnehmende 40+ eine berufliche Standortbestimmung vornehmen können, ist in Umsetzung begriffen. Unter dem Namen viamia ist ein Pilotprojekt angelaufen,

bei dem Erwachsene ab 40 Jahren ihre Laufbahnplanung anpacken können und dabei kostenlose Unterstützung erhalten von der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung.



*Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, discute du congé de paternité avec le conseiller fédéral Alain Berset.*

*Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich diskutiert mit Bundesrat Alain Berset über den Vaterschaftsurlaub.*

Activité parlementaire

## Un travail parlementaire compliqué

### La pandémie de coronavirus domine les débats

2020 a également été une année particulière pour le Parlement. La session de printemps a dû être interrompue plus tôt en raison de l'évolution rapide de la situation concernant le coronavirus, et la session d'été s'est ensuite tenue au centre d'exposition Bernexpo à Berne. Ce n'est qu'à l'automne que les parlementaires ont pu regagner le bâtiment du Parlement fédéral. La pandémie de coronavirus et ses conséquences sociales et économiques ont également dominé le débat parlementaire.

### Les proches aidants sous grande pression

La pandémie a également eu un impact majeur sur les proches aidants. La CIPA – Travail.Suisse en est membre et gère également son secrétariat – a lancé diverses initiatives parlementaires, notamment dans ce contexte. Marianne Maret (PDC/VS), membre du Conseil des Etats, a soumis un postulat demandant au Conseil fédéral de préciser dans quelle mesure pourrait-on étendre le régime des allocations pour perte de gain afin que les parents ou autres proches qui s'oc-

cupent d'adultes souffrant de handicaps aient droit à une indemnisation. En effet, en mars et avril, en raison de la pandémie de coronavirus, de nombreux établissements où les personnes concernées sont normalement prises en charge ont été fermés. Les proches ont dû pendant cette période reprendre des tâches d'entretien et n'ont pas pu exercer leur activité professionnelle. Le Conseil fédéral a proposé de rejeter ce postulat, tandis que le Conseil des Etats a décidé de l'accepter.

Dans une interpellation, la conseillère nationale Barbara Gysi (PS/SG) a demandé au Conseil fédéral



*Die betreuenden Angehörigen geraten in den Fokus der Politik – zu Recht!*

*Les proches aidants deviennent le centre de l'attention politique – et à juste titre!*

Parlamentsarbeit

## Erschwerte Parlamentsarbeit

### Coronapandemie dominiert die Debatten

2020 war auch für das Parlament ein besonderes Jahr. Die Frühlingssession musste aufgrund der sich rasch verändernden Situation rund um das Coronavirus vorzeitig abgebrochen werden, die Sommersession fand dann in der Berner Messe Bernexpo statt. Erst im Herbst konnten die eidgenössischen Räte wieder ins Bundeshaus zurückkehren. Auch thematisch dominierten die Coronapandemie und ihre gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Folgen die Parlamentsdebatte.

### Betreuende Angehörige unter grossem Druck

Grossen Einfluss hatte die Pandemie auch auf die betreuenden und pflegenden Angehörigen. Die Interessengemeinschaft Angehörigenbetreuung IGAB – Travail Suisse ist Mitglied der IGAB und leitet auch deren Geschäftsstelle – initiierte nicht zuletzt vor diesem Hintergrund diverse parlamentarische Vorstösse. Ständerätin Marianne Maret (CVP/VS) reichte ein Postulat ein mit dem Auftrag an die Adresse des Bundesrats, abzuklären, inwiefern die Erwerbser-

satzordnung so ausgedehnt werden könnte, dass Eltern oder andere Angehörige, die Erwachsene mit einer Behinderung betreuen, ein Recht auf Entschädigung haben. Tatsächlich wurden im März und April wegen der Coronapandemie zahlreiche Einrichtungen, in denen die Betroffenen normalerweise betreut werden, geschlossen. Die Angehörigen mussten in diesem Zeitraum die Betreuung übernehmen und konnten nicht ihrer Erwerbsarbeit nachgehen. Der Bundesrat beantragte die Ablehnung dieses Postulats, der Ständerat seinerseits beschloss, es anzunehmen.

si, en cas de pandémie, le Conseil fédéral ne pourrait pas assouplir la législation sur le versement d'allocations d'assistance aux personnes recevant des allocations pour impotent. Dans sa réponse, le Conseil fédéral a souligné que cela irait trop loin et n'aurait pas de sens pour une période transitoire.

La vice-présidente de Travail.Suisse, Léonore Porchet (Verts/VD), a demandé au Conseil fédéral si la loi adoptée par le Parlement en vue d'améliorer la conciliation de l'activité lucrative et des soins prodigués aux proches ne pourrait pas être mise en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 dans la perspective de la pandémie de coronavirus. Le Conseil fédéral a estimé qu'une entrée en vigueur plus rapide n'était pas possible.

Les propositions de Marco Romano (PDC/TI) et de Pierre-André Page (UDC/FR) étaient de nature plus fondamentale. Un postulat de Marco Romano demande au Conseil fédéral de présenter un rapport sur le retour sur investissement des offres qui peuvent décharger les proches aidants et autres soignants. Le Conseil fédéral a rejeté ce postulat au motif qu'il n'est guère possible de réaliser une analyse coûts-bénéfices qui tienne compte de toutes les circonstances. Par le biais d'un postulat, Pierre-André Page a demandé au Conseil fédéral un rapport contenant des solutions pour aider et soutenir les personnes qui s'occupent de leurs proches sur une longue période. Le Conseil fédéral a rejeté cette demande, considérant qu'un tel rapport n'est pas opportun à l'heure actuelle.

### La force du franc suisse a un impact négatif sur la prévoyance vieillesse

En 2020, les réformes de l'AVS et de la LPP ont également été initiées. La prévoyance vieillesse est non seulement sous pression en raison de l'évolution démographique, mais elle souffre également de la force du franc suisse. En raison des taux d'intérêt négatifs, qui visent à contrecar-

rer la force du franc, les caisses de pension comptent principalement sur des dividendes et des rendements immobiliers élevés. Ce faisant, elles augmentent la pression sur les salaires, les conditions de travail et les loyers. Un instrument est donc nécessaire pour alléger la pression exercée sur le BNS. Travail.Suisse est convaincu qu'une taxe sur les achats de francs suisses à l'étranger serait le meilleur moyen d'atteindre cet objectif. Un tel prélèvement permettrait de freiner la demande de francs et de faire baisser son taux de change. La BNS devrait alors intervenir moins sur le marché des changes et pourrait se passer de taux d'intérêt négatifs. De leur côté, les caisses de pension pourraient plus aisément faire des bénéfices et financer plus facilement les rentes. La vice-présidente Léonore Porchet a déposé une motion en ce sens. Le Conseil fédéral a demandé au Parlement de rejeter la motion. Il considère que les instruments de politique monétaire existants sont beaucoup plus adaptés pour lutter contre la force du franc.

### Événements de la session sur des sujets d'actualité

de cultiver un échange direct avec les membres du Parlement et de discuter d'un sujet d'actualité. Ces événements ont lieu lors des sessions de printemps et d'automne. L'événement de la session de printemps a encore pu avoir lieu avant le confinement. Il a été consacré aux propositions de Travail.Suisse pour le financement durable de l'AVS. Le thème de la session d'automne était consacré aux certificats de branche. Ils permettent aux salarié-e-s d'acquérir des qualifications supplémentaires sans avoir à suivre une formation formelle coûteuse pendant de nombreuses années.

Travail.Suisse fait aussi partie des organisateurs des événements du groupe parlementaire pour le

travail, qui se tiennent lors des sessions d'été et d'hiver. L'événement de la session d'été a dû être reporté à septembre en raison du coronavirus. Il a traité du télétravail avec les défis et les opportunités qu'il représente pour le monde du travail. L'événement de décembre a été annulé en raison de la nouvelle augmentation du nombre de cas de coronavirus.

Travail.Suisse organise généralement un événement de session deux fois par an dans le but



Mit einer Interpellation richtete Nationalrätin Barbara Gysi (SP/SG) die Anfrage an den Bundesrat, ob die Regierung in einer Pandemie-Situation nicht die Gesetzgebung lockern könnte in Bezug auf die Auszahlung von Assistenzbeiträgen an Personen, denen eine Hilfenotschädigung ausgerichtet wird. Der Bundesrat betonte in seiner Antwort, dass dies zu weit gehen würde und für eine Übergangszeit auch nicht sinnvoll wäre.

Travail.Suisse-Vizepräsidentin Léonore Porchet (Grüne/VD) wollte vom Bundesrat wissen, ob das vom Parlament verabschiedete Gesetz im Hinblick auf die Verbesserung der Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Angehörigenbetreuung angesichts der Coronapandemie nicht schon vor dem 1. Januar 2021 in Kraft gesetzt werden könnte. Der Bundesrat erachtete eine raschere Inkraftsetzung als nicht umsetzbar.

Mehr grundsätzlicher Natur waren die Vorstösse von Marco Romano (CVP/TI) und Pierre-André Page (SVP/FR). Marco Romano beauftragte den Bundesrat mit einem Postulat, einen Bericht über den Return on investment vorzulegen, der mit Entlastungsangeboten zugunsten von betreuenden und pflegenden Angehörigen erzielt werden kann. Der Bundesrat lehnte dieses Postulat ab mit der Begründung, dass es kaum möglich ist, eine Kosten-Nutzen-Analyse zu erstellen, die allen Umständen gerecht wird. Pierre-André Page forderte mittels Postulat vom Bundesrat einen Bericht mit Lösungen, wie Personen, die über längere Zeit Angehörige betreuen, Hilfe und Unterstützung erhalten könnten. Der Bundesrat gab diesem Antrag nicht statt. Er erachtet einen solchen Bericht zum jetzigen Zeitpunkt als nicht zielführend.

#### Frankenstärke wirkt sich negativ auf die Altersvorsorge aus

2020 wurden auch die Reformen der AHV und des BVG aufgegleist. Die Altersvorsorge

steht nicht nur wegen der demografischen Entwicklung unter Druck, sie leidet auch unter dem starken Schweizer Franken. Wegen der Negativzinsen, die der Frankenstärke entgegenwirken sollen, setzen die Pensionskassen vor allem auf hohe Dividenden und Immobilienrenditen. Damit erhöhen sie den Druck auf die Löhne, die Arbeitsbedingungen und die Mieten. Es braucht deshalb ein Instrument, um Druck von der Nationalbank wegzunehmen. Travail.Suisse ist überzeugt, dass eine Abgabe auf Käufen von Schweizer Franken im Ausland das beste Mittel wäre, um dieses Ziel zu erreichen. Eine solche Abgabe würde die Nachfrage nach dem Franken drosseln und dessen Kurs senken. Die Nationalbank müsste dadurch weniger auf dem Devisenmarkt intervenieren und könnte auf Negativzinsen verzichten. Die Pensionskassen ihrerseits könnten einfacher Gewinne erzielen und die Renten leichter finanzieren. Vizepräsidentin Léonore Porchet reichte eine entsprechende Motion ein. Der Bundesrat beantragte dem Parlament, die Motion abzulehnen. Er erachtet die bestehenden geldpolitischen Instrumente als wesentlich geeigneter für die Bekämpfung der Frankenstärke.

#### Sessionsanlässe zu aktuellen Themen

Travail.Suisse führt in der Regel zweimal im Jahr einen Sessionsanlass durch mit dem

Ziel, den direkten Austausch mit Mitgliedern des Parlaments zu pflegen und über ein aktuelles Thema zu diskutieren. Diese Anlässe finden jeweils in der Frühlings- und in der Herbstsession statt. Der Anlass in der Frühlingssession fand noch vor deren Abbruch statt. Er war den Vorschlägen von Travail.Suisse zur nachhaltigen Finanzierung der AHV gewidmet. Thema des Anlasses in der Herbstsession waren die Branchenzertifikate. Diese ermöglichen Arbeitnehmenden sich zusätzlich zu qualifizieren, ohne eine langjährige, kostenintensive formale Bildung auf sich nehmen müssen.

Travail.Suisse gehört auch zu den Veranstaltern der Anlässe der parlamentarischen Gruppe für Arbeit, die in der Sommer- und in der Wintersession durchgeführt werden. Die Veranstaltung der Sommersession musste wegen Corona auf den September verschoben werden. Sie stand unter dem Titel «Phänomen Home-Office: Herausforderungen und Chancen für die Arbeitswelt». Die Veranstaltung vom Dezember wurde wegen der erneut steigenden Corona-Fallzahlen abgesagt.

## L'heure des pères

### Modification du calendrier des votations

En 2020, trois scrutins au lieu des quatre prévus ont été organisés au niveau fédéral. Les votations du 17 mai 2020 ont dû être annulées en raison de la crise du coronavirus. Les objets de votation prévus en mai ont été reportés au mois de septembre. Pour Travail.Suisse, la votation de septembre a eu une signification particulière, puisqu'elle a été consacrée, hormis d'autres objets, à la décision sur l'introduction du congé paternité légal.

### Votations fédérales du 9 février 2020: oui à la protection contre la haine

Le 9 février 2020, l'électorat a voté sur l'initiative populaire « Davantage de logements abordables » et sur un amendement au Code pénal et au Code pénal militaire. L'initiative populaire « Davantage de logements abordables » a été rejetée par 57,1 % de non (17 ½ cantons). L'amendement au Code pénal et au Code pénal militaire, en revanche, a été clairement accepté avec 63,1 % de oui. Cela signifie que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, la discrimination de personnes sur la base de leur orientation sexuelle sera punie. Un référendum avait été lancé. Travail.Suisse avait recommandé le oui aux deux objets.

### Votations fédérales du 27 septembre 2020: soulagement ...

Le 27 septembre 2020, cinq objets ont été soumis au vote au niveau fédéral. Outre le congé paternité, l'initiative de limitation avait une priorité absolue pour

Travail.Suisse: car il ne s'agissait pas seulement de savoir s'il fallait mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'Union européenne, mais aussi de maintenir les mesures de protection des conditions de salaire et de travail. Travail.Suisse a été soulagé par le résultat: 61,7 % des votants (19 ½ cantons) ont dit non à l'initiative de limitation et ont clairement rejeté cet objet, qui aurait eu des conséquences dévastatrices pour le marché du travail suisse. « En rejetant l'initiative de limitation, nous avons évité que notre pays et notre économie ne se retrouvent au pied du mur », a déclaré Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, à l'issue du scrutin.

### ... et une grande joie

Cependant, la votation de septembre a également apporté la décision finale sur l'introduction du congé paternité légal. Sous la pression de l'initiative de Travail.Suisse « Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille », le Parlement avait élaboré un contre-projet indirect reprenant la quasi-totalité des dispositions de l'initiative, à l'exception de la durée du congé. Malgré la réduction du congé à deux semaines, Travail.Suisse a décidé de retirer l'initiative en faveur du contre-projet, ouvrant ainsi la voie à l'introduction du congé paternité le plus rapidement possible. Plusieurs sondages ont confirmé que ce congé répond à un besoin de la population. Le référendum lancé contre le contre-projet n'avait ainsi aucune chance: 60,3 % des votants ont dit oui au congé paternité. Cela signifie qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, tous les nouveaux pères ont enfin droit à dix jours de congé, qu'ils pourront prendre en une fois

ou de manière fractionnée dans les six mois suivant la naissance de leur enfant.

Le 27 septembre 2020, la loi sur la chasse (51,9 % de non) et la modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (prise en compte des frais de garde d'enfants, 63,2 % de non) ont également été rejetées, cette dernière à la grande satisfaction de Travail.Suisse. L'acceptation aurait favorisé les familles



## Die Stunde der Väter

### Änderung im Abstimmungskalender

2020 fanden auf eidgenössischer Ebene drei statt wie geplant vier Urnengänge statt.

Die Abstimmung vom 17. Mai 2020 musste wegen der Coronakrise abgesagt werden. Die Geschäfte, über die im Mai hätte abgestimmt werden sollen, wurden auf den September verschoben. Für Travail.Suisse hatte die September-Abstimmung eine besondere Bedeutung, war sie doch unter anderem der Entscheidung über die Einführung eines gesetzlichen Vaterschaftsurlaubs gewidmet.

### Abstimmung vom 9. Februar 2020: Ja zum Schutz vor Hass und Hetze

Am 9. Februar 2020 stimmten die Stimmbürger\*innen über die Volksinitiative «Mehr bezahlbare Wohnungen» und über eine Änderung

des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes ab. Die Volksinitiative «Mehr bezahlbare Wohnungen» wurde mit einem Nein-Anteil von 57.1 (17 ½ Stände) verworfen. Die Änderung des Strafgesetzbuches und

des Militärstrafgesetzes hingegen wurde mit 63.1 Prozent Ja-Stimmen deutlich angenommen. Damit wird seit dem 1. Juli 2020 bestraft, wer Menschen aufgrund ihrer sexuellen Orientierung diskriminiert. Gegen diese Möglichkeit war das Referendum ergriffen worden. Travail.Suisse hatte für beide Vorlagen die Ja-Parole empfohlen.

### Abstimmung vom 27. September 2020: Erleichterung ...

Am 27. September 2020 standen auf eidgenössischer

Ebene fünf Vorlagen zur Abstimmung. Neben dem Vaterschaftsurlaub hatte für Travail.Suisse der Entscheid zur Begrenzungsinitiative oberste Priorität, ging es doch dabei nicht nur um die Frage, ob die Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union beendet werden soll, sondern auch um den Erhalt der Massnahmen zum Schutz der Lohn- und Arbeitsbedingungen. Entsprechend erleichtert nahm Travail.Suisse das Ergebnis zur Kenntnis: 61.7 Prozent der Stimmenden (19 ½ Stände) sagten Nein zur Begrenzungsinitiative und erteilten diesem Begehren, das für den Schweizer Arbeitsmarkt verheerende Auswirkungen gehabt hätte, eine deutliche Absage. «Mit der Ablehnung der Kündigungsinitiative konnte verhindert werden, dass unser Land und unsere Wirtschaft direkt gegen die Wand gefahren werden», stellt Adrian Wüthrich, Präsident von Travail.Suisse nach der Abstimmung fest.

### ... und grosse Freude

Die September-Abstimmung brachte aber auch den endgültigen

Entscheid bezüglich der Einführung eines gesetzlichen Vaterschaftsurlaubs. Auf Druck der Travail.Suisse-Initiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie» hatte das Parlament einen indirekten Gegenvorschlag ausgearbeitet. Dieser Gegenvorschlag übernahm fast alle Bestimmungen der Initiative, mit Ausnahme der Dauer des Urlaubs. Trotz der Reduktion des Urlaubs auf zwei Wochen entschied Travail.Suisse, die Initiative zugunsten des Gegenvorschlags zurückzuziehen und damit den Weg frei zu machen für eine möglichst schnelle Einführung des Vaterschaftsurlaubs. Dass dieser Urlaub einem Bedürfnis der Bevölkerung entspricht, hatten mehrere Umfragen bestätigt. Das dagegen ergriffene Referendum war denn auch chancenlos: 60.3 der Stimmenden sagten Ja zum Vaterschaftsurlaub. Damit haben alle frischgebackenen Väter seit dem 1. Januar 2021 endlich ein Recht auf 10 freie Arbeitstage, die sie innert 6 Monaten nach der Geburt ihres Kindes am Stück oder tageweise beziehen können.

Am 27. September 2020 wurden zudem das Jagdgesetz (51.9 Prozent Nein-Stimmen) und die Änderung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (steuerliche Berücksichtigung der Kinderdrittbetreuungskosten, 63.2 Prozent Nein-Stimmen) abgelehnt, letzteres zur grossen Genugtuung von Travail.Suisse. Eine Annahme hätte die begüterten Eltern bevorteilt und längerfristig zu Nachteilen für Familien mit kleinen und mittleren Einkommen geführt.

Angenommen wurde anlässlich der September-Abstimmung die Beschaffung von Kampfflugzeugen, wenn auch äusserst knapp mit 50.1 Prozent Ja-Stimmen. Nur 8500 Stimmen machten den Unterschied.

*Am 6. August 2020 präsentierte das überparteiliche Komitee «Vaterschaftsurlaub jetzt!» im Medienzentrum des Bundes seine Argumente.*

*Le 6 août 2020, le comité non partisan «Le congé de paternité maintenant!» a présenté ses arguments au Centre fédéral des médias.*

aisées et, à plus long terme, aurait entraîné des désavantages pour les familles à faibles et moyens revenus.

L'acquisition d'avions de combat a été approuvée lors de la votation de septembre, bien que par une marge extrêmement étroite de 50,1 % de oui. Seules 8 500 voix ont fait la différence.

**Votations fédérales du 29 novembre 2020: oui, mais tout de même non**

La votation du 29 novembre 2020 s'est terminée par un résultat très

serré. L'initiative « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement », connue sous le nom d'initiative pour des multinationales responsables, a été acceptée par la population avec 50,73 % des voix, mais a échoué à la majorité des cantons. Dans 14 et un demi canton le non l'a emporté, ce qui a finalement conduit au rejet de l'initiative. Travail.Suisse avait soutenu cette initiative: il est inacceptable que des sociétés multinationales ayant leur siège en Suisse profitent des bonnes conditions cadres ici et violent les droits humains ailleurs en exploitant leurs employé·e·s et en les faisant travailler

dans des conditions inhumaines, a souligné Travail.Suisse dans son communiqué de presse sur les recommandations de vote. Il est urgent de mettre en place des réglementations juridiques qui obligent ces entreprises à rendre des comptes.

Travail.Suisse n'a pas émis de recommandation de vote pour l'initiative populaire « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre ». L'initiative a été rejetée par 57,45 % des voix.

## Communication

# Un congé paternité pour la Suisse – grâce à Travail.Suisse!

En 2020, Travail.Suisse et ses fédérations membres ont obtenu un super succès en matière de politique sociale: le 27 septembre, 60,3 % des votant·e·s ont dit oui à un congé paternité de deux semaines.

Travail.Suisse fait campagne pour le congé paternité depuis presque 20 ans. De nombreux produits passionnants sont nés de cet engagement – malheureusement sans succès politique durable. C'est pourquoi l'initiative populaire pour le congé paternité a été lancée en 2015. En octobre 2019, l'initiative populaire a été retirée sous condition en faveur d'un contre-projet indirect. La déception a été grande lorsqu'un comité de durs à cuire a lancé le référendum contre deux semaines de congé paternité en janvier 2020. Ainsi donc, c'est le peuple qui aura le dernier mot sur le congé paternité et il était logique

que Travail.Suisse et ses fédérations membres prennent le lead de la campagne de votation.

**Une nouvelle façon de faire campagne**

La pandémie du coronavirus est en train de changer le monde. L'évolution des campagnes politiques en est un excellent exemple. Travail.Suisse et ses fédérations ont l'expérience des campagnes référendaires. Mais la crise du coronavirus a créé de nouvelles conditions: en raison des règles de distance ou de la recommandation de limiter les contacts, il a fallu repenser la manière de mener campagne. Travail.Suisse a ainsi tiré parti du confinement pour repenser sa campagne. L'objectif était d'atteindre, de sensibiliser et de mobiliser le

plus grand nombre de votant·e·s possible, même dans les nouvelles conditions. Au printemps 2020, il a été décidé de se concentrer sur une campagne en ligne. Cette décision était une évolution logique de la récolte de signatures, dont les deux tiers ont été recueillies en ligne. Un accent particulier a donc été mis sur les médias sociaux, des newsletters et donc sur le plus grand nombre possible de possibilités de participation en ligne. Les drapeaux bleus sur le congé paternité ont été particulièrement populaires. Après des heures de travail, 20 000 drapeaux ont été envoyés dans toute la Suisse, ce qui a rapidement donné un visage à la campagne partout.

Juste à temps pour le lancement de la campagne à l'occasion de la fête des pères (6 juin 2020), plus de 200 organisations impliquées dans l'alliance « Le

### Abstimmung vom 29. November 2020: Ja, aber trotzdem Nein

Mit einem sehr knappen Resultat

ging auch die Abstimmung vom 29. November 2020 aus. Die Initiative «Für verantwortungsvolle Unternehmen – zum Schutz von Mensch und Umwelt», kurz Konzernverantwortungsinitiative genannt, wurde von der Bevölkerung mit einem Ja-Anteil von 50.73 Prozent der Stimmen angenommen, scheiterte aber am Ständemehr. In 14 ½ Ständen war der Nein-Anteil höher, was schliesslich zur Ablehnung der Initiative

führte. Travail.Suisse hatte diese Initiative unterstützt: Es sei nicht akzeptabel, wenn multinationale Konzerne mit Hauptsitz in der Schweiz hier von den guten Rahmenbedingungen profitieren und anderswo gegen die Menschenrechte verstossen, indem sie ihre Angestellten unterdrücken und unter menschenunwürdigen Arbeitsbedingungen arbeiten lassen, betonte Travail.Suisse in der Medienmitteilung zur Parole. Es brauche dringend gesetzliche Regelungen, die ermöglichen, diese Konzerne zur Rechenschaft zu ziehen.

Zur Volksinitiative «Für ein Verbot der Finanzie-

rung von Kriegsmaterialproduzenten» hatte Travail.Suisse keine Parole beschlossen. Die Initiative wurde mit einem Nein-Stimmen-Anteil von 57.45 Prozent abgelehnt.

## Kommunikation

# Ein Vaterschaftsurlaub für die Schweiz – dank Travail.Suisse!

Im Jahr 2020 ist Travail.Suisse und seinen Mitgliedsverbänden ein sozialpolitischer Super-Erfolg gelungen: Am 27. September sagten 60.3 Prozent der Stimmberechtigten Ja zu zwei Wochen Vaterschaftsurlaub.

Seit knapp 20 Jahren setzt sich Travail.Suisse für einen Vaterschaftsurlaub ein. Aus diesem Engagement sind viele spannende Produkte entstanden – leider ohne nachhaltigen politischen Erfolg. Deshalb wurde 2015 die Volksinitiative für einen Vaterschaftsurlaub lanciert. Im Oktober 2019 wurde die Volksinitiative zu Gunsten des indirekten Gegenvorschlages bedingt zurückgezogen. Die Enttäuschung war gross, als ein Komitee von Ewiggestrigen im Januar 2020 das Referendum gegen zwei Wochen Vaterschaftsurlaub einreichte. Damit war klar: Der Vaterschaftsurlaub kommt vors

Volk und Travail.Suisse und seine Mitgliedsverbände übernehmen den Lead.

### Neue Art der Kampagnenarbeit

Die Coronapandemie verändert

die Welt. Der Wandel des Polit-Campaigning zeigt dies exemplarisch. Travail.Suisse und seine Verbände sind routiniert im Führen von Abstimmungskampagnen. Doch die Coronakrise schaffte neue Voraussetzungen: Aufgrund der Distanz-Regeln oder der Empfehlung, Kontakte einzuschränken, musste Campaigning neu gedacht werden. Travail.Suisse hat den Lockdown dafür genutzt, die Kampagnen-Arbeit neu zu denken. Ziel war es, auch unter den neuen Bedingungen möglichst viele Stimmberechtigte zu

erreichen, zu sensibilisieren und zu mobilisieren. Im Frühling 2020 wurde entschieden, den Schwerpunkt auf eine Online-Kampagne zu setzen. Diese Entscheidung war eine logische Weiterentwicklung der Unterschriftensammlung, die zu zwei Drittel online zu Stande kam. Besonderes Gewicht wurde also auf die Sozialen Medien, auf Newsletters und damit auch auf möglichst vielfältige Online-Mitmachmöglichkeiten gelegt. Besonders die blauen Vaterschaftsurlaubs-Fahnen fanden grossen Anklang. In stundenlanger Arbeit wurden 20 000 Fahnen in die ganzen Schweiz verschickt, die der Kampagne bald überall ein Gesicht gaben.

Pünktlich zum Kampagnenstart am Vätertag (6. Juni 2020) versendeten über 200 involvierte Organisationen der Allianz «Vaterschaftsurlaub jetzt!» über

congé paternité maintenant!» ont donné le coup d'envoi dans toute la Suisse via tous leurs canaux en ligne à tous leurs contacts. La réponse a été formidable et a jeté les bases du oui au congé paternité le 27 septembre 2020.

### Conférences de presse et campagnes

Travail.Suisse a également invité des représentant-e-s des médias à diverses conférences de presse en 2020 et leur a présenté des revendications concernant directement les travailleurs et travailleuses. En février, Travail.Suisse a tenu sa première conférence de presse avec l'Union syndicale suisse contre l'initiative de limitation. Cependant, en raison de la pandémie de coronavirus, tous les objets fédéraux de votation du mois de mai ont été reportés à septembre et regroupés en un «dimanche de votation monstre».

Fin juin, Travail.Suisse, en collaboration avec Syna, transfair, SCIV et OCST, a réussi un grand coup médiatique : la veille de l'entrée en vigueur de la loi sur l'égalité révisée et terriblement insuffisante, le projet RESPECT8-3.ch a été lancé lors de trois conférences de presse parallèles à Berne, en Suisse romande et au Tessin. La plateforme honore les entreprises qui sont exemplaires en matière d'égalité de rémunération entre les sexes. À Berne, la plateforme a été présentée avec deux partenaires sociaux importants de l'association du personnel transfair et du syndicat Syna – La Poste et Lidl – ce qui a été bien accueilli par les médias.

Le mois d'août a été marqué par deux moments forts : le 6 août, le comité non partisan «Le Congé paternité maintenant!» s'est manifesté en comprenant des parlementaires appartenant à tout l'échiquier politique. La conférence de presse s'est tenue sous la direction de Travail.Suisse au Centre fédéral des médias et a été couverte par tous les médias de Suisse alémanique, de Suisse romande et du Tessin.

Une semaine plus tard seulement, Travail.Suisse, en coopération avec la Haute école bernoise, a présenté aux représentant-e-s des médias l'enquête spéciale sur le «Baromètre Conditions de travail dans la crise du coronavirus» avec ses résultats étonnants.

La campagne sur le compromis des partenaires sociaux LPP, élaboré par les partenaires sociaux nationaux, a également été très importante en 2020. L'intérêt des journalistes se poursuit – le compromis étant soumis au Parlement en 2021. Enfin, novembre a vu la présentation d'une nouvelle édition du «Baromètre Conditions de travail». Dans sa sixième édition – la première depuis le début de la pandémie de coronavirus – le stress, le peu d'influence sur les horaires de travail et le manque de soutien à la formation continue sont apparus comme les plus grands défis à relever aux conditions de travail. Le télétravail a été perçu comme une arme à double tranchant par les salarié-e-s interrogés. Les résultats ont clairement montré que les femmes et le personnel de santé sont les perdants de la crise du coronavirus.

En 2020, Travail.Suisse a pris position sur les sujets d'actualité et différents objets politiques, économiques et sociaux avec une campagne référendaire, un total de dix conférences de presse dans trois régions linguistiques, près de 190 communiqués de presse, quatre perspectives des sessions plus une autre de la session spéciale coronavirus et 12 services de presse en allemand et en français.



Thomas Bauer et Linda Rosenkranz accueillent les personnes venant fêter le oui au congé de paternité après la votation.

Thomas Bauer und Linda Rosenkranz begrüßen die Anwesenden zur Abstimmungsfeier über den Vaterschaftsurlaub.



all ihre Online-Kanäle an all ihre Kontakte ein Startsignal an die Schweiz. Die Resonanz war gewaltig und setzte einen wichtigen Grundstein für das Ja zum Vaterschaftsurlaub am 27. September 2020.

### Medienkonferenzen und Kampagnen

Weiter lud Travail.Suisse die Medienschaffenden im Jahr 2020 zu

verschiedenen Medienkonferenzen ein und stellte ihnen arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. Im Februar fand ein erster gemeinsamer Auftritt mit dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund gegen die Begrenzungsinitiative statt. Aufgrund der Coronapandemie wurden die allerdings alle Mai-Abstimmungen auf den September verschoben und zu einem «Monster-Abstimmungssonntag» gebündelt.

Ende Juni landete Travail.Suisse gemeinsam mit Syna, transfair, SCIV und OCST einen mediale Coup: Am Tag bevor das revidierte und leider ungenügende Gleichstellungsgesetz in Kraft trat, wurde anlässlich von drei parallel geführten Medienkonferenzen in Bern, in der Romandie und im Tessin das Projekt RESPECT8-3.ch lanciert. Die Plattform zeichnet Unternehmen aus, die sich in Bezug auf die Lohngleichheit zwischen den Geschlechtern vorbildlich verhält. In Bern konnte die Plattform gemeinsam mit zwei wichtigen Sozialpartnern des Personalverbandes transfair und der Gewerkschaft Syna – der Post und Lidl – präsentiert werden, was von den Medien positiv aufgenommen wurde.

Gleich zwei Höhepunkte brachte der August: Am 6. August präsentierte sich das überparteiliche Komitee «Vaterschaftsurlaub jetzt!» mit ParlamentarierInnen von links bis rechts. Die Medienkonferenz konnte unter dem Lead von Travail.Suisse im Medienzentrum des Bundes durchgeführt werden und fand Beachtung in allen Medien der deutschen, französischen, italienischen und rätoromanischen Schweiz. Nur eine Woche später präsentierte Travail.

Suisse in Zusammenarbeit mit der Berner Fachhochschule den Medienschaffenden die Spezialbefragung zum Barometer Gute Arbeit «Arbeitsbedingungen in der Coronakrise» mit ihren erstaunlichen Resultaten.

Ebenfalls sehr wichtig war im Jahr 2020 die Kampagne zum BVG-Sozialpartnerkompromiss, der von den nationalen Sozialpartnern erarbeitet wurde. Das Interesse der JournalistInnen dauert an – der Kompromiss muss 2021 im Parlament bestehen. Der November schliesslich brachte die Präsentation einer neuen Auflage des «Barometer Gute Arbeit». In seiner sechsten Auflage – der ersten seit dem Beginn der Coronapandemie – zeigten sich Stress, wenig Einfluss auf die Arbeitszeiten und mangelhafte Unterstützung bei der Weiterbildung als grösste Baustellen bei den Arbeitsbedingungen. Das Homeoffice wurde von den befragten Arbeitnehmenden als zweischneidiges Schwert wahrgenommen. Klar zeigten die Resultate, dass Frauen und Beschäftigte im Gesundheitswesen die Verliererinnen der Coronakrise sind.

Im Jahr 2020 nahm Travail.Suisse mit einer Abstimmungskampagne, insgesamt zehn Medienkonferenzen in drei Sprachregionen, knapp 190 Medienmitteilungen, vier Sessionsvorschauen plus einer Vorschau zur Corona-Sondersession und 12 Medienservices in deutscher und französischer Sprache Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft.

## Coronavirus: la pandémie entrave gravement le travail de jeunesse

Le travail de jeunesse en Suisse a été durement touché par la pandémie. Par exemple, le projet de théâtre forum «I-Girl – I-Boy – I-Phone» s'est complètement arrêté en 2020. Au début de l'année, il y avait encore plusieurs écoles professionnelles intéressées. Cependant, en raison des mesures prises contre le coronavirus, elles ont toutes dû se retirer du projet. Les mesures de promotion pour ce projet ne pourront être reprises que lorsque les écoles auront à nouveau une sécurité de planification. Le Conseil de la jeunesse de Jeunesse.Suisse n'a pas eu d'activités. Cela signifie que le travail de jeunesse manque des impulsions qui sont déclenchées par les jeunes via le Conseil de la jeunesse.

### Sécurité au travail: lancement d'une plateforme de quiz

Les apprenant-e-s ont un risque d'accident du travail plus élevé que leurs collègues plus

expérimentés. L'Institut de formation ARC a donc présenté la plate-forme [www.2xgewinnen.ch](http://www.2xgewinnen.ch) avec des questions sur la sécurité au travail. Un quiz est conçu pour sensibiliser les apprenti-e-s en particulier aux questions de sécurité au travail (premier gain du projet). Ceux qui répondent correctement à cinq questions peuvent s'inscrire à un tirage au sort et gagner des bons d'une valeur de 100 CHF (deuxième prix). La plateforme existe en allemand, en français et en italien. En outre, il existe une brochure intitulée «Un apprentissage sans accidents», qui peut être obtenue gratuitement auprès de Travail.Suisse par les écoles professionnelles.

### 20 minutes: éditorial

Jeunesse.Suisse a pu écrire l'éditorial du supplément du 08.12.2020 «Focus jeunesse» de 20 minutes. Roman Helfer,

représentant de Jeunesse.Suisse au sein du Comité de Travail.Suisse, décrit la situation des jeunes dans la formation, le travail, la famille et les amis pendant la pandémie et souligne la manière dont les jeunes prennent leurs responsabilités.

### Maralam: lancement d'un nouveau projet

Travail.Suisse a commencé à mettre en place un nouveau projet culturel avec la troupe de théâtre Maralam. En utilisant les techniques numériques modernes, les jeunes doivent être encouragés à exprimer leur situation de vie actuelle et à réfléchir à leur identité dans le monde analogique et numérique. Le projet doit être développé de telle sorte qu'il puisse être utilisé dans les écoles secondaires ainsi que dans le travail de jeunesse.

Institut de formation ARC

## Cours sous forme d'enseignement à distance

### Administration: changement de personne au secrétariat

Le 1<sup>er</sup> février 2020, il y a eu un changement au sein du secrétariat germanophone d'ARC. Analena Kettner a repris les tâches de Maja Tanner à cette date. Ce fut un début difficile pour elle. En

raison du confinement, elle a été contrainte de réagir rapidement, d'annuler ou de reporter des cours ou de les organiser sous forme d'enseignement à distance.

### Enseignement à distance: cours pour les animateurs/trices de séminaires

Afin qu'ARC puisse offrir davantage de cours par vidéoconférence, les responsables des séminaires ont été invités à l'atelier «Enseignement à distance». Il a fourni des informa-



## Corona: Pandemie behindert Jugendarbeit stark

Die Jugendarbeit von Travail.Suisse wurde durch die Pandemie hart getroffen. So ist etwa das Forumtheaterprojekt «I-Girl – I-Boy – I-Phone» 2020 zum absoluten Stillstand gekommen. Zwar gab es anfangs Jahr noch verschiedene interessierte Berufsfachschulen. Aufgrund der Coronamassnahmen mussten sie sich aber alle vom Projekt zurückziehen. Auch Promotionsmassnahmen für dieses Projekt können erst erneut ergriffen werden, wenn an den Schulen wieder Planungssicherheit gegeben ist. Auch der Jugendrat von Jeunesse.Suisse konnte nicht durchgeführt werden. Damit fehlten der Jugendarbeit jene Impulse, die von den Jugendlichen über den Jugendrat ausgelöst werden.

### Arbeitssicherheit: Quizplattform lanciert

Lernende weisen ein höheres berufliches Unfallrisiko auf als ihre

erfahreneren Kollegen. Das Bildungszentrum ARC hat deshalb die Plattform [www.2xgewinnen.ch](http://www.2xgewinnen.ch) mit Fragen zur Arbeitssicherheit präsentiert. Über ein Quiz sollen insbesondere Lehrlinge für Fragen der Arbeitssicherheit sensibilisiert werden (erster Gewinn). Wer dabei fünf Fragen fehlerfrei beantworten kann, kann sich für eine Gewinnziehung registrieren lassen und dabei Gutscheine im Wert von 100 Franken gewinnen (zweiter Gewinn). Die Plattform existiert in Deutsch, Französisch und Italienisch. Ergänzend dazu gibt es eine Broschüre mit dem Titel «Ohne Unfall durch die Lehre», die von Berufsfachschulen gratis bei Travail.Suisse bezogen werden kann.

### 20minutes: Editorial

Für die Beilage vom 08.12.2020 «Focus notre jeunesse» von 20minutes konnte Jeunesse.Suisse das Editorial

schreiben. Roman Helfer, Vertreter von Jeunesse.Suisse im Travail.Suisse-Vorstand, beschreibt darin die Situation von Jugendlichen in Bildung, Arbeit, Familie und Freundeskreis während der Pandemie und betont, wie die Jugendlichen ihre Verantwortung übernehmen.

### Maralam: Neues Projekt gestartet

Travail.Suisse hat zusammen mit der Theatergruppe Maralam begonnen, ein neues Kulturprojekt aufzubauen. Unter Verwendung der modernen digitalen Techniken sollen Jugendliche angeregt werden, ihre aktuelle Lebenssituation in Worte zu fassen und über ihre Identität in der analogen wie auch digitalen Welt nachzudenken. Das Projekt soll so ausgebaut werden, dass es sowohl in den Sek-II-Schulen wie auch in der offenen Jugendarbeit verwendet werden kann.

## Umstellung auf Fernunterricht

### Administration: Sekretariatsstelle neu besetzt

Auf den 1. Februar 2020 kam es zu einem Wechsel auf dem deutschsprachigen Sekretariat von ARC. Analena Kettner hat ab diesem Zeitpunkt die Aufgaben von Maja Tanner übernommen. Für sie war es ein steiler Einstieg.

Durch den Lockdown war sie gezwungen, schnell zu reagieren, Kurse abzusagen, zu verschieben oder als Fernunterricht zu organisieren.

### Fernunterricht: Kurs für Seminarleitende

Um bei ARC vermehrt Kurse per Videokonferenz

anbieten zu können, wurden die Seminarleitenden zum Workshop «Fernunterricht» eingeladen. Er vermittelte Informationen und Kompetenzen zu unterschiedlichen Fragen wie etwa: Wie baue ich einen Kurs in Fernunterricht auf? Welche Tools kann ich im Kurs verwenden? Was habe ich als KursleiterIn vorzusehen, damit alle Teilnehmenden die techni-

tions et des compétences sur diverses questions telles que : comment élaborer un cours d'enseignement à distance ? Quels sont les outils que je peux utiliser dans le cadre du cours ? Que dois-je faire en tant que responsable de cours pour m'assurer que tous les participant-e-s arrivent à surmonter les obstacles techniques lors de la connexion ?

### Coronavirus : pas d'enseignement en présentiel pendant six mois

En raison de la pandémie de coronavirus, aucun cours en présentiel n'a pu

être organisé par ARC pendant environ six mois. En conséquence, les comptes 2020 de l'institut de formation accusent un écart négatif de 60 000 CHF par rapport au budget. Toutefois, le passage partiel à l'enseignement à distance a maintenu le déficit budgétaire dans des limites acceptables.

### Travail.Suisse-Formation : liste des critères publiés

ARC gère le secrétariat de Travail.Suisse-Formation TSF, qui est au bénéfice d'une convention de prestation avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI pour les années 2017 à 2020. Dans le cadre de cette convention, TSF a publié une « liste de critères pour améliorer l'accès des personnes aveugles et malvoyantes à la formation continue publique » en allemand, français et italien. Le travail en faveur et avec les personnes atteintes de déficience visuelle et de cécité se poursuivra de 2021 à 2024, car il a été possible de prolonger la convention au cours de l'année considérée. Mieux encore : il a été possible de l'étendre. Un nouveau projet de formation continue pour et avec les personnes malentendantes et sourdes sera lancé, ainsi qu'un projet d'analyse des conventions

collectives de travail examinant leurs règlements de formation continue au profit des personnes peu qualifiées et/ou tenues à l'écart des programmes de formation.

*Travail.Suisse-Formation setzt sich für den verbesserten Zugang von blinden und sehbehinderten Menschen zur Weiterbildung ein.*

*Travail.Suisse formation milite pour un meilleur accès à la formation continue pour les personnes aveugles et malvoyantes.*

Brücke • Le pont

## Covid-19 en Amérique latine et en Afrique

Pour l'œuvre d'entraide de Travail.Suisse, l'année 2020 a été dominée par la pandémie de coronavirus, avec ses effets parfois dévastateurs en Amérique latine et en Afrique. Brücke • Le pont a réagi rapidement à la crise, en apportant une aide d'urgence et en adaptant sa trentaine de projets de développement aux nouveaux défis.

### Chômage et pauvreté

La crise du coronavirus a encore accru la pauvreté, le chômage et la faim dans les pays où Brücke • Le pont a des projets. L'Amérique latine est l'un des points chauds de la pandémie. En raison du confinement strict, les travailleuses domestiques et du textile, par exemple, n'ont pas pu travailler et subvenir aux besoins de leur famille pendant des

mois. Des millions de travailleuses et travailleurs ont perdu leurs revenus et ne reçoivent aucune aide des employeurs ou de l'État ; des instruments tels que le chômage partiel sont absents.

### Aide d'urgence pour les plus pauvres

En réponse directe à la pandémie, Brücke • Le pont a soutenu les personnes parti-



schen Hürden beim Einloggen bewältigen können?

#### Corona: Sechs Monate kein Präsenzunterricht

Die Coronapandemie hat dazu geführt, dass bei ARC während rund sechs Monaten keine Kurse im Präsenzunterricht durchgeführt werden konnten. Das führte im Bildungsinstitut dazu, dass die Rechnung 2020 rund 60000 Franken schlechter ausfiel als das Budget. Die teilweise Umstellung auf Fernunterricht hat das Budgetdefizit allerdings in verkraftbaren Rahmen gehalten.

#### Travail.Suisse-Formation: Kriterienliste herausgegeben

ARC führt die Geschäftsstelle von Travail.Suisse-Formation für die Jahre 2017 bis 2020 über eine Leistungsvereinbarung mit dem Staatssekretariat für

Bildung, Forschung und Innovation SBFI verfügte. Im Rahmen dieser Leistungsvereinbarung wurde von TSF eine «Kriterienliste zur Verbesserung des Zugangs von blinden und sehbehinderten Menschen zur öffentlichen Weiterbildung» in Deutsch, Französisch und Italienisch herausgegeben. Die Arbeit zugunsten und mit den Menschen mit Sehbehinderung und Blindheit geht auch 2021 bis 2024 weiter, da es im Berichtsjahr gelang, die Leistungsvereinbarung zu verlängern. Mehr noch: Es gelang, sie zu erweitern. Neu wird ein Weiterbildungsprojekt zugunsten und mit Menschen mit Hörbehinderung und Taubheit gestartet und ein Projekt, das die Gesamtarbeitsverträge analysiert im Hinblick auf ihre Weiterbildungsregelungen zugunsten von weiterbildungsfernen und/oder geringqualifizierten Personen.

Brücke • Le pont

## Covid-19 in Lateinamerika und Afrika

Das Jahr 2020 stand für das Travail.Suisse-Hilfswerk ganz im Zeichen der Coronapandemie mit ihren teils verheerenden Auswirkungen in Lateinamerika und Afrika. Brücke • Le pont reagierte rasch auf die Krise, leistete Nothilfe und passte ihre rund 30 Entwicklungsprojekte den neuen Herausforderungen an.

#### Arbeitslosigkeit und Armut

Durch die Coronakrise sind

Armut, Arbeitslosigkeit und Hunger in den Projektländern von Brücke • Le pont weiter angestiegen. Lateinamerika gehört zu den Pandemie-Hotspots. Aufgrund der strikten Lockdowns konnten z.B. Hausangestellte und Textilarbeiterinnen monatelang nicht arbeiten und ihre Familien nicht mehr versorgen. Millionen von Arbeitenden verloren ihr Einkommen und erhalten keinerlei Unterstützung von Arbeitgebern oder vom Staat, Instrumente wie Kurzarbeit fehlen.

#### Nothilfe für die Ärmsten

Als direkte Antwort auf die Pandemie unterstützte Brücke •

Le pont besonders Betroffene mit Nothilfepaketen mit Lebensmitteln und Hygieneartikeln. Gleichzeitig informierten die Partnerorganisationen in Afrika und Lateinamerika mit Radio- und WhatsApp-Kampagnen über Schutzmassnahmen gegen das Virus. Honduras wurde im November zusätzlich von zwei schweren Hurrikans

culièrement touchées par des colis d'aide d'urgence contenant de la nourriture et des articles d'hygiène. En même temps, des organisations partenaires en Afrique et en Amérique latine ont utilisé la radio et les campagnes WhatsApp pour informer les gens sur les mesures de protection contre le virus. Le Honduras a également été frappé par deux violents ouragans en novembre, forçant à l'évacuation de dizaines de milliers de personnes. Là aussi, Brücke • Le pont a fourni une aide d'urgence sous forme de colis alimentaires et a participé à la reconstruction.

### Formation à distance et accès à Internet

ont dû fermer en Amérique latine. Les conditions de l'enseignement à distance étaient extrêmement mauvaises : les participant-e-s aux projets de Brücke • Le pont viennent de ménages pauvres et n'ont pas ou insuffisamment accès à internet. Notre œuvre d'entraide a aidé ses organisations partenaires à convertir les cours en enseignement à distance et à donner aux jeunes un accès à Internet et aux tablettes ou aux smartphones. En outre, les cours proposés ont été adaptés à l'évolution du marché du travail.

### Initiative pour des multinationales responsables

En tant qu'organisation membre de l'Initiative pour des multinationales responsables, Brücke • Le pont a fait campagne pendant près d'une décennie pour que les entreprises basées en Suisse puissent être tenues responsables de leurs violations des droits humains et de leurs dommages environnementaux dans le monde. Le 29 novembre 2020, l'initiative populaire a obtenu une majorité populaire, mais n'a pas réussi à gagner la majorité des cantons. Néanmoins, la grande coalition à l'origine de l'initiative se réjouit du succès de la campagne et

continue à œuvrer pour de bonnes conditions cadres permettant à tous de vivre et de travailler dans la dignité.

### Poursuite du travail de sensibilisation en Suisse

Depuis avril 2020, en plus de ses publications et de ses médias sociaux, Brücke • Le pont fournit des informations sur les questions de développement par le biais d'une lettre d'information. Outre les effets de la pandémie Covid-19, l'accent a été mis sur la souveraineté alimentaire en Afrique et l'exploitation dans le secteur textile en Amérique centrale. En tant que membre de Swiss Fair Trade, notre œuvre d'entraide a également sensibilisé le public à la Journée mondiale du commerce équitable sur le thème « Solidarité et égalité des chances ».

### Développements institutionnels

La majorité de l'équipe du secrétariat en Suisse travaille depuis mars 2020 à domicile. En raison des restrictions de voyage, les visites annuelles des projets n'ont pas pu avoir lieu comme d'habitude. Au lieu de cela, l'échange en ligne avec les organisations partenaires et les

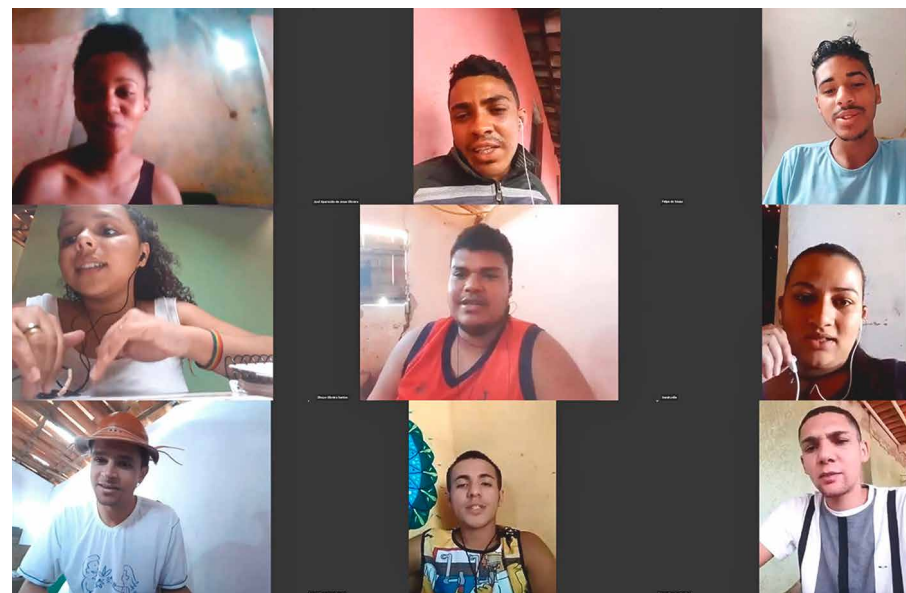
coordinatrices et coordinateurs locaux s'est intensifié, ce qui fonctionne bien. Au début de l'année, Brücke • Le pont a entamé une nouvelle phase du programme de développement « Travail dans la dignité » : pour 2021-2024 et s'est associé à Solidar Suisse pour former l'Alliance pour le travail décent.

Sur le plan financier, Brücke • Le pont peut se prévaloir d'une année solide. Les mesures de réduction des coûts ont porté leurs fruits. Néanmoins, l'œuvre d'entraide continue à dépendre des dons pour son travail et est reconnaissante pour tout soutien. L'aide d'urgence et les projets à long terme pour un travail dans la dignité sont essentiels, surtout au vu de la crise de coronavirus, afin de donner à des milliers de personnes une perspective d'avenir dont elles ont un besoin urgent.

Abonnez-vous à la newsletter de Brücke • Le pont : [bruecke-lepont.ch/newsletter](https://bruecke-lepont.ch/newsletter)

*Jugendliche in Brasilien tauschen sich im Fernunterricht aus. Der Internetzugang ist eine Herausforderung.*

*Au Brésil, des jeunes échangent des idées par le biais de l'enseignement à distance. L'accès à l'internet est un défi.*



getroffen, die Zehntausende zur Evakuierung zwangen. Auch hier leistete Brücke • Le pont Nothilfe mit Lebensmittelpaketen und half beim Wiederaufbau.

### Fernunterricht und Internetzugang

Wie in der Schweiz mussten Schulen und Berufsbildungszentren in Lateinamerika schliessen. Die Voraussetzungen für Fernunterricht waren denkbar schlecht: Die Teilnehmenden der Projekte von Brücke • Le pont kommen aus armen Haushalten und haben keinen oder ungenügenden Internetzugang. Das Hilfswerk unterstützte seine Partnerorganisationen dabei, die Kurse auf Fernunterricht umzustellen und den Jugendlichen Zugang



*Eine Projektteilnehmerin in El Salvador erhält ein Nothilfepaket mit Lebensmitteln und Hygieneartikeln.*

*Une participante à un projet au Salvador reçoit un colis d'aide d'urgence contenant de la nourriture et des articles d'hygiène.*

zum Internet und zu Tablets oder Smartphones zu ermöglichen. Zudem wurde das Kursangebot dem sich verändernden Arbeitsmarkt angepasst.

### Konzernverantwortungsinitiative

Als Trägerorganisation der Konzernverantwortungsinitiative (KVI) setzte sich Brücke • Le pont fast ein Jahrzehnt lang dafür ein, dass Konzerne mit Sitz in der Schweiz für ihre weltweiten Menschenrechtsverletzungen und Umweltschäden zur Verantwortung gezogen werden können. Die KVI erreichte am 29.11.2020 ein Volksmehr, scheiterte aber am Ständemehr. Die grosse Koalition hinter der Initiative blickt dennoch auf eine erfolgreiche Kampagne zurück und setzt sich weiterhin für gute Rahmenbedingungen für ein Leben und eine Arbeit in Würde für alle ein.

### Weitere Sensibilisierungsarbeit in der Schweiz

Seit April 2020 informiert Brücke • Le pont ergänzend zu ihren Publikationen und Social Media mit einem Newsletter über Entwicklungsthemen. Im Zentrum standen neben den Auswirkungen der Covid-19-Pandemie etwa die Ernährungssouveränität in Afrika und die Ausbeutung im Textilsektor in Zentralamerika. Als Mitglied von Swiss Fair Trade sensibilisierte das Hilfswerk zudem rund um den World Fair Trade Day zum Thema «Solidarität und Chancengleichheit».

### Institutionelle Entwicklungen

Das Team der Geschäftsstelle in der Schweiz arbeitet seit März 2020 mehrheitlich im Homeoffice. Aufgrund der Reisebeschränkungen konnten auch die jährlichen Projektbesuche nicht wie gewohnt stattfinden. Dafür intensivierte sich der virtuelle Austausch mit den Partnerorganisationen und lokalen KoordinatorInnen, was gut funktioniert. Mit dem Jahreswechsel startete Brücke • Le pont in eine neue Phase des Entwicklungsprogramms «Arbeit in Würde»: Für 2021-2024 hat sie sich mit Solidar Suisse zur Decent Work Alliance zusammengeschlossen.

Finanziell blickt Brücke • Le pont auf ein solides Jahr zurück. Die Sparmassnahmen haben gut gegriffen. Das Hilfswerk ist nichtsdestotrotz weiter auf Spenden für seine Arbeit angewiesen und dankt für jede Unterstützung. Die Nothilfe und die langfristigen Projekte für eine Arbeit in Würde sind gerade angesichts der Coronakrise essenziell, um Tausenden eine Zukunftsperspektive zu ermöglichen, die sie dringend benötigen.

Newsletter von Brücke • Le pont abonnieren:  
[bruecke-lepont.ch/newsletter](https://bruecke-lepont.ch/newsletter)

# Représentation de Travail.Suisse dans les commissions et organisations

(État 31 déc. 2020)

## Politique du marché du travail

**Commission fédérale pour la politique économique**  
Gabriel Fischer (dès janvier 2020)

**Groupe de contact de la Banque nationale suisse BNS**  
Adrian Wüthrich

**Commission tripartite fédérale des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes**  
Gabriel Fischer, Arno Kerst

**Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage**  
Gabriel Fischer, Nico Fröhli (dès septembre 2020)  
Carole Furrer, Selina Tribbia (jusqu'en août 2020)

**Commission fédérale du travail**  
Hélène Agbémégnah (jusqu'en avril 2020), Gabriel Fischer (dès mai 2020), Mathias Regotz

**Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail**  
Robert Métrailler, Claudia Stöckli (les deux dès janvier 2020)

**Commission de la statistique fédérale**  
Valérie Borioli Sandoz

**Commission fédérale de la loi sur la durée du travail**  
Werner Rüegg, Greta Gysin (suppléante)

## Politique sociale

**Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité**  
Thomas Bauer

**Commission fédérale de la prévoyance professionnelle**  
Thomas Bauer, Juan Barahona (dès janvier 2020)

**Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation**  
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

**Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation**  
Thomas Bauer

**Conseil de la Suva**  
Thomas Bauer, Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Urs Masshardt, Renato Ricciardi

**Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail**  
Diego Frieden, Albane Bochatay (suppléante)

**Fonds de compensation de l'AVS/AI/APG (Compenswiss)**  
Beat Schwaller

**Commission fédérale pour les questions familiales**  
Valérie Borioli Sandoz

**Pro Familia Suisse**  
Thomas Bauer, Valérie Borioli Sandoz (membre du comité depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020)

## Politique de l'égalité

**Commission fédérale pour les questions féminines**  
Gabriel Fischer (dès janvier 2020)

## Politique de migration

**Commission fédérale des migrations**  
Hélène Agbémégnah (jusqu'en avril 2020), Selina Tribbia (depuis juin 2020)

## Politique de formation

**Sommet national de la formation professionnelle**  
Adrian Wüthrich, Bruno Weber-Gobet

**Commission fédérale pour la formation professionnelle**  
Bruno Weber-Gobet

**Task Force « Perspectives Apprentissage »**  
Bruno Weber-Gobet

**Conférence tripartite de la formation professionnelle**  
Bruno Weber-Gobet

**Fondation SwissSkills**  
Sabri Schumacher (jusqu'en août 2020), Bruno Weber-Gobet (dès novembre 2020)

**Conférence suisse des hautes écoles, comité permanent du monde du travail**  
Bruno Weber-Gobet

**Comité de la Fédération suisse pour la formation continue FSEA**  
Bruno Weber-Gobet

# Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen

(Stand Dezember 2020)

## Arbeitsmarktpolitik

### Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik

Gabriel Fischer (ab Januar 2020)

### Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB

Adrian Wüthrich

### Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit

Gabriel Fischer, Arno Kerst

### Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung

Gabriel Fischer, Nico Fröhli (ab September 2020), Carole Furrer, Selina Tribbia (bis August 2020)

### Eidgenössische Arbeitskommission

Hélène Agbémégna (bis April 2020), Gabriel Fischer (ab Mai 2020), Mathias Regotz

### Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten

Robert Métrailler, Claudia Stöckli (beide ab Januar 2020)

### Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik

Valérie Borioli Sandoz

### Eidgenössische Arbeitszeitgesetzkommission (öffentlicher Verkehr)

Werner Rüegg, Greta Gysin (Ersatzmitglied)

## Sozialpolitik

### Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung

Thomas Bauer

### Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge

Thomas Bauer, Juan Barahona (ab Januar 2020)

### Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat

Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

### Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat

Thomas Bauer

### Suva-Rat

Thomas Bauer, Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Urs Masshardt, Renato Ricciardi

### Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit

Diego Frieden, Albane Bochatay (Stellvertreterin)

### Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV/IV/EO (Compenswiss)

Beat Schwaller

### Eidgenössische Kommission für Familienfragen

Valérie Borioli Sandoz

### Pro Familia Schweiz

Thomas Bauer, Valérie Borioli Sandoz (seit 1. September 2020 Mitglied des Vorstandes)

## Gleichstellungspolitik

### Eidgenössische Kommission für Frauenfragen

Gabriel Fischer (ab Januar 2020)

## Migrationspolitik

### Eidgenössische Migrationskommission

Hélène Agbémégna (bis April 2020), Selina Tribbia (ab Juni 2020)

## Bildungspolitik

### Spitzentreffen der Berufsbildung

Adrian Wüthrich, Bruno Weber-Gobet

### Eidgenössische Berufsbildungskommission

Bruno Weber-Gobet

### Task Force «Perspektive Berufslehre»

Bruno Weber-Gobet

### Tripartite Berufsbildungskonferenz

Bruno Weber-Gobet

### Stiftung SwissSkills

Sabri Schumacher (bis August 2020), Bruno Weber-Gobet (ab November 2020)

### Schweizerische Hochschulkonferenz, Ausschuss Arbeitswelt

Bruno Weber-Gobet

### Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB

Bruno Weber-Gobet

**Comité de la Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle SRFP**  
Bruno Weber-Gobet

### Politique extérieure

**Commission fédérale consultative du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**  
Denis Torche

**Commission tripartite pour les affaires de l'OIT**  
Hélène Agbémégnah (jusqu'en avril 2020), vacant

**Commission d'experts douaniers**  
Therese Schmid

**Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats CES**  
Adrian Wüthrich, Denis Torche (suppléant)

**Comité exécutif AELE**  
Kurt Regotz, Gabriel Fischer (suppléant)

## Effectif des membres des organisations affiliées

	2019	2020
Syna	59 632	57 680
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 677	41 135
Hotel & Gastro Union	18 372	18 139
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	10 777	10 473
transfair	10 263	10 142
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 491	1 397
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH	922	922
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE	1 010	1 010
Employés Droguistes Suisse	151	149
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-s en Suisse VUCAS	48	44
Total	144 343	143 298



**Vorstand Schweizerische Gesellschaft für  
angewandte Berufsbildungsforschung SGAB**  
Bruno Weber-Gobet

**Tripartite Kommission für  
Angelegenheiten der IAO**  
Hélène Agbémégnah (bis April 2020), vakant

**Exekutivausschuss des Europäischen  
Gewerkschaftsbundes EGB**  
Adrian Wüthrich, Denis Torche (Stellvertreter)

### **Aussenpolitik**

**Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen  
Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für  
multinationale Unternehmen**  
Denis Torche

**Zollexpertenkommission**  
Therese Schmid

**EFTA-Konsultativausschuss**  
Kurt Regotz, Gabriel Fischer (Stellvertreter)

## **Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen**

	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Syna	59 632	57 680
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 677	41 135
Hotel & Gastro Union	18 372	18 139
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	10 777	10 473
transfair	10 263	10 142
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 491	1 397
Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH	922	922
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1 010	1 010
Angestellte Drogisten Suisse	151	149
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	48	44
Total	145 315	143 298

## Adresses

### Secrétariat

#### Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne  
tél. 031/370.21.11  
e-mail: info@travailsuisse.ch  
www.travailsuisse.ch

### Fédérations membres

#### Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4600 Olten  
tél. 044/279.71.71  
e-mail: info@syna.ch  
www.syna.ch

#### Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via S.Balestra 19, 6900 Lugano  
tél. 091/921.15.51 Fax. 091 923 53 65  
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch  
www.ocst.ch

#### Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,  
case postale 3027, 6002 Lucerne  
tél. 041/418.22.22 Fax. 041 412 03 72  
e-mail: info@hotelgastrounion.ch  
www.hotelgastrounion.ch

#### transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14  
tél. 031/370.21.21 Fax. 031 370 21 31  
e-mail: info@transfair.ch  
www.transfair.ch

#### Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24  
1950 Sion  
tél. 027/327.34.56 Fax. 027 327 34 59  
e-mail: info@sciv.ch  
www.sciv.ch

#### Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Segelhofstrasse 9P/Trakt M  
5405 Baden-Dättwil  
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058 589 21 23  
e-mail: info@avabb.ch  
www.avabb.ch

#### Fédération des Associations de Professeur-e-s des Hautes écoles spécialisées suisses (HES-CH)

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne  
tél. 031 370 21 11  
www.fh-ch.ch

#### Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE

3000 Berne  
tél. 0844/873.873 (4 cent./min) Fax 071 757 94 59  
e-mail: info@vpe.ch  
www.vpe.ch

#### Employés droguistes Suisse

Steinentorstrasse 13, case postale 223  
4010 Bâle  
tél. 061/261.45.45 Fax. 061 261 46 18  
e-mail: info@drogisten.org  
www.drogisten.org

#### Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses Hongrois-es en Suisse VUCAS

case postale 2408, 8021 Zurich 1

# Adressen

## Geschäftsstelle

### Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern  
Tel. 031 370.21.11  
e-mail: info@travailsuisse.ch  
www.travailsuisse.ch

## Mitgliedsorganisationen

### Syna

Römerstrasse 7, Postfach 1668, 4600 Olten  
Tel. 044 279.71.71  
e-mail: info@syna.ch  
www.syna.ch

### Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via S. Balestra 19, 6900 Lugano  
Tel. 091 921.15.51 Fax. 091 923 53 65  
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch  
www.ocst.ch

### Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,  
Postfach 3027, 6002 Luzern  
Tel. 041 418.22.22 Fax. 041 412 03 72  
e-mail: info@hotelgastrounion.ch  
www.hotelgastrounion.ch

### transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14  
Tel. 031 370.21.21 Fax. 031 370 21 31  
e-mail: info@transfair.ch  
www.transfair.ch

### Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24  
1950 Sion  
Tel. 027 327.34.56 Fax. 027 327 34 59  
e-mail: info@sciv.ch  
www.sciv.ch

### Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Segelhofstrasse 9P/Trakt M  
5405 Baden-Dättwil  
Tel. 058 589.37.17  
e-mail: info@avabb.ch  
www.avabb.ch

### Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern  
Tel. 031 370 21 11  
www.fh-ch.ch

### Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern  
Tel. 0844 873 873 (4 Rp./Min.)  
Fax. 071 757 94 59  
e-mail : info@vpe.ch  
www.vpe.ch

### Angestellte Drogisten Suisse

Steinentorstrasse 13, Postfach 223  
4010 Basel  
Tel. 061 261 45 45 Fax. 061 261 46 18  
e-mail: info@drogisten.org  
www.drogisten.org

### Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 2408, 8021 Zürich 1

**Travail.Suisse**

---

Hopfenweg 21  
PF/CP  
CH-3001 Bern  
T 031 370 21 11  
[info@travailsuisse.ch](mailto:info@travailsuisse.ch)  
[www.travailsuisse.ch](http://www.travailsuisse.ch)